

RD-CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2311 - MARDI 19 MAI 2015

Grands lacs

Vers plus de transparence dans le commerce
des « minéraux du conflit »

Le Parlement européen va devoir trancher mercredi sur le renforcement de la lutte contre le commerce de l'or, du tantale, du tungstène et de l'étain qui financent des conflits armés notamment à l'Est de la RDC. Élaborer une législation capable de mettre fin aux profits générés par le commerce de ces minerais utilisés pour financer des conflits armés et favoriser des pratiques responsables d'approvisionnement dans les zones de conflit, tel est l'objectif des discussions qui promettent d'être houleuses.

Là-dessus, la RDC est un cas d'école qui démontre de quelle manière l'extraction de minéraux dans les pays en voie de développement peut alimenter ou aggraver les conflits armés internes caractérisés par des niveaux extrêmes de violence.

Il est question de voir dans quelle mesure imposer ou non un système de certification obligatoire devant s'appliquer à tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement des métaux et des minéraux en provenance de zones de conflit.



Page 13

Des hommes travaillant dans une mine d'or à l'est de la RDC

FÊTE DES PERSONNES
VIVANT AVEC
ALBINISME

La FMT projette une grande journée de sensibilisation

La Fondation Mwimba Texas (FMT) s'emploie à célébrer, le 13 juin, la première édition de la Journée des personnes vivant avec albinisme consacrée par les Nations unies. Les célébrations liées à cette journée qui coïncide avec le dix-septième anniversaire de cette fondation se dérouleront dans la salle du Jardin botanique de Kinshasa à partir de 10 heures.

Pour cette double commémoration, la FMT prévoit une grande journée de sensibilisation et de conscientisation des albinos en vue de leur intégration dans la société. Cette célébration se veut une occasion de mettre en relief toutes les potentialités des albinos afin de lancer un message fort contre la discrimination et la stigmatisation dont ils sont souvent victimes vis-à-vis de la communauté.

Page 12

INSÉCURITÉ À BENI

Des nouvelles instructions
aux Fardc

Une vue de la ville de Beni

Dans un communiqué officiel envoyé à la rédaction le 17 mai, la primature a tenu à rappeler que la situation à Beni dans l'est de la RDC représente « les derniers soubresauts d'une rébellion en cours d'extinction ». Aussi des ordres ont-ils été donnés aux Forces armées de la République démocratique du Congo (Fardc)

de pourchasser les criminels de guerre des ADF/Nalu sans relâche et de les éliminer.

De ce fait, le gouvernement a durci sa position en renforçant les opérations militaires en cours tout en mettant en garde les personnes impliquées dans la recrudescence de l'insécurité prévalant dans cette région. Les

éventuels soutiens des rebelles auront également à rendre des comptes, peut-on lire sur le document. Pour l'exécutif national, il n'est pas question de transiger sur une question de souveraineté nationale même s'il se dit toujours attaché aux valeurs de fraternité.

Page 12

DIVISION 1/PLAY-OFF

La Linafoot publie
le calendrier
de la manche
retour

La publication du calendrier de la manche retour de play-off de la 20e édition du championnat national de football (Division 1) vient en fait dissiper le doute qui entourait l'organisation de cette phase retour. Le calendrier comporte neuf journées pour cette phase retour qui va se disputer du 22 mai au 24 juillet. Mais la Linafoot devra obtenir au préalable la dérogation du ministère des Sports pour prolonger sa saison sportive qui doit en principe s'arrêter le 31 mai.

Du côté du ministère, on est prêt à acquiescer à cette requête à condition que les violences dans les stades en RDC s'estompent. À la dixième journée prévue pour les 23 et 24 mai, Lupopo jouera contre CS Don Bosco, Lubumbashi Sport affrontera V.Club, Sanga Balende s'opposera au DCMP, Mazembe sera face à Shark XI FC et Js Groupe Bazano recevra FC MK à Lubumbashi.

Page 13

ÉDITORIAL

Migrations

Il aura fallu des drames en série, des milliers de morts par noyade à ses portes, des centaines de milliers d'être humains errant sur son territoire dans l'espoir de trouver un havre de paix pour que la Vieille Europe comprenne que ni la force, ni la fermeture de ses frontières ne la mettront à l'abri de l'afflux des migrants venus du Sud. Refusant de regarder la vérité en face, ses dirigeants ont longtemps cru que cette vague s'arrêterait d'elle-même ; ils découvrent aujourd'hui que leur passivité aggrave le mal au lieu de le combattre et qu'en fermant les yeux sur la réalité, ils finiront par hypothéquer leur propre destin.

Croire que l'Europe a pris la juste mesure du problème auquel ses peuples vont devoir rapidement trouver une solution serait faire preuve d'irréalisme. L'âpreté des discussions qui se déroulent sur le sujet à Bruxelles et la pauvreté des propositions qui y sont formulées donnent à penser qu'il faudra des mois, sinon même des années, pour que Bruxelles se décide à agir dans le bon sens. Conglomérat de nations fondé sur l'économie et la finance, non sur la volonté de construire une communauté politique, l'Union européenne ne dispose pas des institutions qui lui permettraient de gérer efficacement une telle crise.

Pour sortir de l'impasse dans laquelle ses divisions l'enferment et résoudre le problème auquel l'afflux des migrants sur son sol la confronte, elle devrait d'abord se convaincre de ses propres responsabilités dans la tragédie présente. Car la violence et la misère qui poussent aujourd'hui les Africains et les Levantins à tenter de gagner ses côtes au péril de leur vie résultent directement de l'asservissement que les peuples européens pratiquèrent des siècles durant dans le seul but d'asseoir leur propre développement. Aussi dure à admettre que soit cette réalité pour les Européens, c'est bien elle qui doit figurer à la base d'une politique cohérente de lutte contre l'immigration sauvage.

Pour dire les choses de façon brutale, il ne servira à rien, pour l'Europe, de mettre en place une politique de régulation des migrations si, dans le même temps, ses gouvernements n'aident pas les pays du Sud à se développer. Seuls en effet l'éducation, l'emploi, la consommation, la paix dissuaderont ceux qui aspirent à une vie plus heureuse d'aller la chercher sur la rive nord de la Méditerranée. Mieux vaut s'en convaincre : tout le reste relève de l'utopie !

Les Dépêches de Brazzaville

COOPÉRATION

L'ambassadeur de la Guinée Équatoriale confirme la bonne santé de la CEMAC

Dans une interview accordée à la presse le 15 mai à Brazzaville au sortir de l'audience que le président du sénat congolais André Obami-Itou lui a accordée, l'ambassadeur de la Guinée Équatoriale au Congo, José Ela Ebang Mbang a fait savoir que la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cemac), se porte bien en dépit de quelques difficultés de tout genre auxquelles elle fait face.

Répondant à la question de savoir comment son pays entendait-il conduire les destinées de la Cemac, après que le président

Obiang Nguéma Mbazongo ait été désigné récemment au Gabon à la présidence tournante de cette institution sous-régionale, le diplomate Equato-guinéen a indiqué que ce n'est pas pour la première fois que son pays prend la tête de l'Organisation.

Il a toutefois précisé que son pays travaillera la main dans la main avec tous les autres dirigeants de la sous-région ayant acquis une grande expérience dans ce domaine notamment le président Denis Sassou N'Guesso du Congo afin de les surmonter.

Réagissant à la situation au Burundi, pays membre de la Communauté économique des états de l'Afrique centrale (Ceeac), José Ela Ebang Mbang a déclaré que son pays condamne le recours à la force. « *Je crois bien que ce pays devait être trop patient. Il est à la veille des élections alors, même si l'on conteste que le président ne puisse pas participer à un troisième mandat, je crois que c'est le peuple qui doit décider. Pas au niveau de l'armée* », a-t-il fait remarquer.

Jean Jacques Koubemba

VIE DES PARTIS

Le collectif des partis de l'opposition congolaise réitère son appel à la tenue d'un dialogue national inclusif

Le collectif des partis de l'opposition congolaise signataire de la déclaration du 17 Août sur les élections législatives de 2012, a une fois de plus appelé le pouvoir à la convocation dans les délais raisonnables d'un dialogue national inclusif sur la gouvernance électorale pour une alternance démocratique apaisée en 2016, ceci en tenant compte des délais constitutionnels impartis avant la prochaine élection présidentielle.

Au cours d'une conférence de presse qu'il a animée le 16 mai à Brazzaville, celui-ci a invité le chef de l'Etat à mesurer la portée de cet impératif catégorique pour en faire la priorité de cette année 2015, tout en rappelant qu'il ne sera jamais question de « pouvoir ou de guerre » ainsi que le démontrent tous ceux qui, d'un côté, parlent de paix, et de l'autre préparent la guerre. Aujourd'hui, a rappelé le collectif, les contraintes de temps obligent le Congo à aller à l'es-

sentiel pour préparer, suivant les délais constitutionnels, l'élection présidentielle de 2016. Or, a poursuivi ce collectif, la tenue d'une élection présidentielle démocratique, transparente et apaisée requiert un certain nombre de conditions d'organisation qui ne sont pas encore, selon ce même collectif, réunies malgré les dialogues organisés à Brazzaville en avril 2009, à Ewo en novembre 2011 et à Dolisie en mars 2013.

Pour l'opposition congolaise, c'est donc l'état des lieux globalement négatif de la gestion du pays et la nécessité d'un changement démocratique de gouvernance qui constituent aujourd'hui la préoccupation des Congolais. C'est de ces questions que la classe politique devrait parler en priorité au lieu d'organiser une « véritable fuite », qu'est le débat sur le changement de la constitution. Tel est l'intérêt de ce dialogue, a-t-il déclaré.

la gouvernance électorale, de-

vrait être au centre des préoccupations du gouvernement et de tous les acteurs politiques, a-t-il insisté.

Il a ensuite exhorté le chef de l'Etat à ne pas perdre de vue qu'il n'a pas le droit à l'erreur d'analyse politique car, a-t-il souligné, dans notre pays le pouvoir demeurera une fonction d'Etat et non une propriété monarchique. Il convient alors de le quitter comme tout bon fonctionnaire parvenu à l'âge de la retraite. Et, la retraite ici, c'est la limitation des mandats consacrés par la conférence nationale souveraine pour éviter toutes velléités d'institution d'une dictature au Congo, a-t-il lancé.

Enfin sur la situation au Burundi, le collectif des partis de l'opposition congolaise a exprimé son soutien au peuple de ce pays qui, selon ce groupement de partis, lutte pour le respect des accords d'Arusha, de l'ordre constitutionnel dans leur pays ainsi que du triomphe de la démocratie

Jean Jacques Koubemba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service); Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabozzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oissa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Coordination : Rose-Marie Bouboutou
Rédaction : Rose-Marie Bouboutou, Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maoakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau 75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

INTERVIEW

«L'objectif de la diaspora de la Sangha de France est de contribuer au développement du département», déclare Ange Laurent Coddy

De retour en France, après un bref séjourné à Ouessou où il a noué quelques contacts avec certaines autorités locales, le président du Collectif pour la Sangha en marche ici et ailleurs (Cosamia), dévoile dans cette interview accordée au quotidien Les Dépêches de Brazzaville, la stratégie initiée par la diaspora de la Sangha de France, pour accompagner le gouvernement à développer leur terroir. Ce technicien en aéronautique, pasteur et professeur à l'institut biblique Transformation de France, fait état de douze projets à caractère socioéconomique, que les congolais de la diaspora ont conçu pour apporter leur pierre à l'édifice.

Pouvez-vous vous présenter ?

Je m'appelle Ange Laurent Coddy, président de la diaspora de la Sangha de France, président du collectif pour la Sangha en marche Ici et ailleurs (Cosamia), natif du



département de la Sangha, résidant en France.

Vous êtes congolais de la diaspora, qu'est ce qui justifie votre présence ici au pays ?

Je suis congolais de la diaspora, mais ressortissant de la Sangha. Je suis venu en tant qu'émissaire voir les réalités de terrain et nouer les premiers contacts, parce que nous voulons participer comme tous les autres à la fête de Ouessou. Je suis donc celui qui conduira la diaspora de la Sangha à Ouessou à l'occasion de cette fête du 15 août. Nous avons surtout des projets que nous voulons développer pour apporter notre pierre à l'édifice.

Quels types de projets voulez-vous mettre au profit des populations de la Sangha ?

Nous avons une douzaine de projets en chantier. Le premier concerne le renforcement des capacités d'un centre de formation qui existe déjà, qui s'occupe des enfants vulnérables, handicapés. Le centre forme les enfants handicapés aux petits métiers, adaptés à leur situation afin de leur garantir une insertion sociale. Il s'agira donc de le développer afin d'en faire un centre multi-métiers. Avec l'apport d'autres partenaires, nous avons créé aussi depuis quelques temps, un centre de maraichage à Ouessou, que nous allons agrandir afin d'envisager une production plus importante et contribuer à l'autosuffisance alimentaire.

Nous avons pris également l'engagement, suites aux plaintes de ses travailleurs, de rénover, à titre de don, la «Radio Béni» qui émet à Ouessou. Il s'agira de lui acheter des nouveaux émetteurs, pouvant lui permettre d'émettre sur un

rayon de 100km.

Ensuite, nous mettrons en place un autre projet, qui s'occupera lui, de la collecte des sachets en plastique, avec lesquels nous mélangons le sable pour fabriquer les briques et les pavés.

Parmi nos projets, nous tenons à mobiliser une équipe des médecins de la diaspora durant la période des festivités du 15 août, pour administrer gratuitement les soins aux populations de Ouessou, de Souanké, de Sembé, de Pikounda, de Pokola et Ngbala.

Nous donneront aux jeunes de la Sangha une formation qualifiante, dans les domaines de la menuiserie, la maçonnerie, l'électricité, la plomberie, la mécanique auto ainsi que les nouvelles technologies afin de les rendre utiles.

Au-delà de tout, l'objectif de la diaspora de la Sangha de France est de contribuer, de façon active, au développement du département.

Vous avez réuni les jeunes de Ouessou, pour leur parler de tous ces projets, ont-ils adhéré à l'initiative ?

Franchement, les jeunes de Ouessou ont réagi de manière étonnante. J'ai senti que le besoin était en eux depuis longtemps, et n'attendaient seulement que quelqu'un leur en parle. Donc quand je leur ai parlé de ces projets, il y'a eu un véritable engouement, comme pour dire qu'ils ont adhéré à l'idée. Nous organiserons, pendant les festivités du 15 août, des journées économiques, à l'occasion desquelles nous sensibiliserons ces jeunes sur les avantages qu'ils pourront tirer de ces petits métiers et des profits qu'ils pourront tirer de la municipalisation accélérée dans leur département.

Dans le passé, la Sangha était considérée comme capitale du cacao, du fait que ce département en produisait en quantité importante, aviez-vous initié un projet dans ce domaine ?

Je suis avant tout ravi du fait que le gouvernement ait relancé cette filière dans la Sangha. En tant que diaspora de ce département, nous avons des projets qui consisteront à appuyer le rajeunissement des vieilles plantations de ce département afin de permettre la relance effective de cette culture.

Vous résidez en France depuis des années, en venant au pays, aviez-vous senti un changement ?

Je suis sincère. Lorsque je suis arrivé à Brazzaville, j'ai constaté un réel changement. En tant que natif de la Sangha, ce qui m'a plus marqué c'est que désormais, il est possible de faire Brazzaville-Ouessou en un jour, par route. Ce qui était quasiment impossible hier, car pour atteindre Ouessou, il fallait passer près de 15 jours pour le même tronçon. De même que le tronçon Ouessou-Sembé aujourd'hui, n'est plus qu'une affaire de deux heures de temps par route, alors qu'il fallait purger toute une journée, c'est un rêve. A Ouessou particulièrement, j'ai constaté avec grand étonnement que la ville a changé radicalement. J'en profite de remercier le chef de l'Etat pour les efforts qu'il a consentis pour développer l'ensemble des départements du Congo.

Propos recueillis par Firmin Oyé

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES

L'administration hausse les compétences de ses cadres

La direction générale des douanes et des droits indirects a ouvert le 18 mai à Brazzaville, un séminaire de renforcement de capacités à l'intention des gestionnaires des ressources humaines.



Une vue de la salle

L'objectif poursuivi est de mettre à la disposition de ces cadres, des fondamentaux de leur domaine, afin qu'ils contribuent non seulement à la modernisation mais également à l'amélioration des performances de la direction générale des douanes.

Pour atteindre les objectifs qui leur sont assignés par l'entreprise, les gestionnaires devraient en effet, disposer d'un plan de formation adapté aux besoins ; savoir gérer les carrières du personnel de manière à ce qu'il rende le meilleur service en terme d'efficacité de rentabilité et d'efficience.

Pour informer le personnel sur

les activités de l'entreprise, les gestionnaires des ressources humaines devront aussi élaborer un plan annuel de communication interne afin de mettre en place un outil d'évaluation de performance du personnel dans le but de le récompenser.

« La gestion des ressources humaines est devenue très stratégique. Il faut que les entreprises, organisations, et ministères en prennent conscience », a déclaré l'expert chargé de conduire cette formation, Azzedine Maach, avant d'ajouter : « nous connaissons vos besoins et nous y attèlerons en vue des résultats meilleurs ».

Présidant la cérémonie d'ou-

verture, le directeur général par intérim de cette structure, Lauric Ngouembé, a relevé que le renforcement des capacités de ces cadres permettra d'atteindre des résultats en termes de qualité de service, d'efficacité d'efficience.

« Désormais grâce au séminaire comme celui-ci, la mise de notre administration sur l'audit de la douane du 21^e siècle est probable », a dit Lauric Ngouembé.

Rappelons que c'est depuis 2007 que la direction générale des douanes s'est fixée un certains nombres d'objectifs stratégiques soutenus dans un programme annuel d'activités. Ainsi, pour se conformer aux exigences internationales puis assurer ses missions régaliennes à savoir : renflouer de façon pérenne les caisses de l'État ; lutter contre la fraude ainsi que toutes les formes de déviance, le plan opérationnel annuel de 2015 prévoit notamment d'améliorer: la gestion stratégique de l'administration, les performances des ressources humaines, le cadre légal ainsi que des technologies de l'information et de la communication. La bonne gouvernance et le développement de la coopération avec des partenaires extérieurs sont des thèmes qui seront aussi développés au cours du séminaire.

Lopelle Mboussa Gassia

MÉDIAS

George Kazolias partage son expérience avec les journalistes congolais

Sur invitation de l'ambassade des USA au Congo, ce journaliste américain va animer, à partir de ce 19 mai, des séances de formation au profit de professionnels congolais. À la veille de ces moments « d'échange d'expériences », George Kazolias qui sortait lundi d'une visite guidée au siège des Dépêches de Brazzaville a invité les Congolais à soutenir la liberté de la presse.

« La liberté de la presse a un prix et ce prix c'est le prix du journal. Donc, si vous voulez soutenir la liberté de la presse, achetez le journal », c'est le message qu'a lancé George Kazolias après ses premiers contacts avec quelques médias Brazzavillois.

Cet ancien de Radio France International, AITV, France-Télévision et de plusieurs médias américains, essentiellement tournés vers l'Afrique, sera le principal animateur de la session de formation organisée au siège du ministère de la Communication, à l'intention de professionnels congolais.

« Je suis ici pour des échanges d'expérience, en vue de regarder ensemble ce que c'est qu'encadrer une équipe, comment peut-on emmener une rédaction à participer pleinement à la réalisation de nouveaux objectifs pour essayer de remplir encore mieux nos missions auprès de la population. Nous allons également examiner où en est-on avec les techniques d'enquête journalistique aujourd'hui ? Comment les réaliser ? Quelle

est l'importance de la vérification des faits ? Nous parlerons également de l'éthique », a-t-il notamment indiqué.

« Votre musée m'a agréablement surpris »

Parlant des premières impressions qu'il a tirées de la visite de quelques médias locaux, le journaliste américain s'est dit préoccupé d'étudier une approche de l'information dans ce pays qu'il juge « rassemblé » comme un village. « L'approche de la presse ici me semble vraiment axée sur la proximité. Parce qu'au niveau de la population vous êtes pratiquement un village », pense-t-il. Mais, George s'est montré plus qu'impressionné par les objets d'art qu'il a visités au musée Galerie du Bassin du Congo, au siège des Dépêches de Brazzaville.

« Votre musée très riche en couleurs, avec ce mélange de tradition et de modernité en un. Il y a en plus le fait que l'exposition va au-delà du Congo pour mettre en avant l'unité culturelle de cette sous-région d'Afrique centrale. Je vois que les frontières imposées par l'histoire sont tellement artificielles », a commenté en substance ce passionné de l'Afrique. Il en était à dire, visiblement, qu'après plus de 30 ans d'activité régulière sur le continent, l'Afrique n'a pas fini de le surprendre.

Thierry Nougou

INVITATION FOR BIDS

Global IFB No: ROC/Bus Transport/2015/
Braz-PN/001

1. The Government of Republic of Congo has received a loan from the Export Import Bank of India. It is intended that part of the proceeds of this loan will be applied to eligible payments under the contract for proposed work in development of Bus Transport System in the cities of Brazzaville and Pointe Noire in Republic of Congo.

2. The Government of the Republic of Congo, represented by Senior Minister, Ministry of Economy, Finance, Planning, Public Portfolio and Integration, with headquarters in Brazzaville (hereinafter referred to as "the Employer") now invites sealed Bids for Selection of Engineering, Procurement and Construction [EPC] Contractor for Procurement of Rolling Stock and Equipment; Designing, Developing and Construction of infrastructure facilities for Bus operations and supervision of support services for Development of Bus based Public Transportation System and Integrated Facilities in the Cities of Brazzaville and Pointe Noire in Republic of Congo.

3. Interested Bidders may obtain further information from and inspect the Bidding Documents at the office of:

H.E. Felix NGOMA
Ambassador
Embassy of The Republic of Congo,
D-6/13C, VasantVihar,
New Delhi 110057, INDIA
Tel: +91-11-41026031,
Fax +91-11-41026032
Email : ambaco2.inde@gmail.com

4. A complete set of Bidding Documents along with CD-ROM can be purchased by interested Bidders on submission of a written request and upon payment of a non-refundable fee of USD 250/- (US Dollar Two Hundred Fifty) or INR 16,000 (Indian Rupees Sixteen Thousand) in Cash at the Embassy of The Republic of Congo at the address mentioned in Para 3.0 above between 11.00 hrs. to 17.00 hrs. on working days.

The Bidding Documents requested by Post will be dispatched by post/courier on payment of an extra amount of USD 250/- (US Dollar Two Hundred Fifty) or INR 16,000 (Indian Rupees Sixteen Thousand). However, the employer will not be held responsible for the postal delay if any, in the delivery of the documents or non-receipt of the same.

5. It will be the responsibility of the bidder who is submitting the bid to check with the employer and see for any Addendum/Corrigendum issued in this regard from the address given in para 3, from time to time and ensure submission of bid along with all Addendum/Corrigendum."

6. Bids must be delivered to the above office on or before 2 PM on 19-06-2015 and must be accompanied by a Bid security of US\$ 100,000 - (US Dollar One Hundred Thousand) only.

7. Only "Technical Proposal" will be opened in the presence of Bidders' representatives who choose to attend at 3 PM on 19-06-2015 at the office of:-

The Ambassador
Embassy of The Republic of Congo
D-6/13C, VasantVihar,

New Delhi 110057, INDIA
Tel: +91-11-41026031,
Fax +91-11-41026032
Email : ambaco2.inde@gmail.com

8. After evaluation of "Technical Proposal", Employer will prepare the list of qualified Bidders who have passed the Technical Evaluation. The time, date and venue for Price Bid opening will be informed to the qualified bidders only. The Price Bids shall be opened in the presence of Qualified Bidders' representatives who chose to attend the bid opening.

9. Price Bids of those Bidders who failed to pass the Technical Evaluation will be returned to the Bidder's address without opening of the Price Bids along with Bid Security.

10. Interested Bidders who have purchased the Bidding Documents are invited to submit Pre-Bid queries, if any on or before 29-05-2015 (11:00 Hrs) at Employer's email address or at the following address:

H.E. Felix NGOMA
Ambassador
Embassy of The Republic of Congo (Brazzaville),
India
D6/13, VasantVihar,
New Delhi 110057,
Tel: +91-11-41026031,
Fax +91-11-41026032
Email : ambaco2.inde@gmail.com

11. Answers will be delivered to representatives of all the Bidders by e-mail.

Scanner - Radiologie numérique - Endodontie - Parodontologie - Implantologie - Prothèse - Pédiodontie - Orthodontie

Cabinet Dentaire SEMINET
OFFRE D'EMPLOI

Titre du poste : Secrétaire médicale

Dans le cadre de son extension, le cabinet dentaire SEMINET sis au 2^e étage de l'Immeuble CNSS, recherche trois (3) secrétaires médicales bilingues (Français - Anglais) jeunes diplômées même sans expérience professionnelle pour les deux cabinets (Pointe noire et Brazzaville).

Les candidates retenues suivront une formation de secrétaire médicale au sein du cabinet.

Adresser votre lettre de motivation et CV détaillé muni d'une photo au cabinet dentaire SEMINET ou par mail: secretariat-bzv@cdseminet.com; secretariat-pnr@cdseminet.com.

Pour plus de précision appeler au 06 683 15 14 / 05 551 42 96.

Nb : les candidates de Pointe noire doivent résider à Pointe - Noire.

Date limite des dossiers le 22 mai 2015.

AVIS DE RECRUTEMENT

Société de la place exerçant dans le secteur du BTP recrute à Brazzaville un comptable, un caissier et une secrétaire, justifiant d'une expérience professionnelle. Pour tout renseignement veuillez contacter les numéros ci après :
22 608 38 66 / 05 304 63 92.



AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Fourniture de matériels de dragage au GIE-SCEVN / Bangui, République Centrafricaine

Le Groupement d'intérêt Economique pour le Service Commun d'Entretien des Voies Navigables CONGO/RCA (GIE-SCEVN), sur financement de l'Union Européenne, envisage d'attribuer un marché de fournitures pour l'acquisition de matériels de dragage en un seul lot. Le dossier d'appel d'offres et l'avis de marché détaillé peuvent être obtenus gratuitement sur le site web du GIE-SCEVN (www.gie-scevn.com), rubrique publication. La date limite de remise des offres à la Représentation du GIE-SCEVN à Bangui (RCA) sise à Kolongo est fixée au 22 juillet 2015 à 10 heures, heure locale. Aucune offre ne sera acceptée après cette date limite.

L'ouverture des offres en séance publique, devant les soumissionnaires qui le souhaitent, aura lieu le 22 juillet 2015 à 12 heures, à la Représentation du GIE-SCEVN à Bangui (RCA).

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« Un coup d'État ne se fait pas comme ça. Je ne crois pas réellement qu'un type qui a été instruit ou des gens qui ont été instruits puissent faire cela. À moins d'une chose, qu'ils se soient fait rouler entre eux, les organisateurs. Ou il a été dérouté ou alors c'est un montage ? C'est une question qui reste posée. »

Domitien Ndayizeye, président du Burundi entre 2003 et 2005, candidat à la prochaine présidentielle, RFI, 18 mai 2015

« Derrière les événements parfois surprenants de la vie politique africaine, il y a à renforcer l'idée que la notion d'État exige celle de continuité de celui-ci et de la séparation des biens privés avec ceux de la collectivité nationale. »

Jacques Godfrain, ancien ministre français de la coopération, Le Soleil, 18 mai 2015

« L'école est un des éléments clés de la République et de l'égalité. C'est la porte d'entrée vers la culture, la connaissance, l'émancipation. »

Pierre Laurent, journaliste et homme politique français, Humanité, 16 février 2015

« Puisque éduquer prend du temps, nul ne saurait raisonnablement attendre d'une réforme scolaire des résultats immédiats. »

Renaud Lambert et Allan Popelard, article commun, Le Monde diplomatique, octobre 2013

« Le combat victorieux contre Boko Haram commencera et finira au Nigeria. »

Muhammadu Buhari, futur président du Nigeria, tribune publiée dans International New York Times et Jeune Afrique, 20 avril 2015

TALANGAI/BRAZZAVILLE

L'école primaire de la Liberté gagnée par la violence

L'école primaire de « La Liberté », située à Talangai, le sixième arrondissement de Brazzaville, vit une recrudescence des actes de banditisme. Sur le terrain on signale des cas de vols et de viols qui inquiètent le personnel enseignant.

D'après les informations que Les Dépêches de Brazzaville ont recueillies auprès de la direction de cette école, le personnel de cet établissement qui est majoritairement féminin a décidé d'observer un arrêt des cours de trois jours, du 11 au 13 mai. Une manière pour ces enseignants d'exprimer leur désarroi suite à l'aggravation des actes d'incivisme et de banditisme dont ils seraient les premières victimes. Le comble, disent-ils, c'est l'indifférence des autorités. Et dire qu'un poste de la gendarmerie est même installé dans l'enceinte de ladite école. « Nous sommes souvent agressés et violentés par les bandits. Le cas le plus flagrant est arrivé le 29 avril, à 13 heures, quand une enseignante en classe de CE2 a été agressée en pleins cours. Elle s'est retrouvée

avec une plaie et un choc à l'épaule droite. La majorité des salles de classe ainsi que leurs plafonds sont devenus des cachettes des bandits et voleurs. Nous souhaitons une réaction du gouvernement ou de la force publique afin de mettre un terme à ce problème qui perdure et nous met en insécurité », a déclaré l'une des responsables de l'école. S'ajoute aussi celui du vandalisme volontaire organisé, selon nos sources, par les jeunes du quartier en complicité avec les populations environnantes. Conséquence : des bureaux et salles de classe sont endommagés et saccagés par des jeunes gens qui viennent d'autres quartiers pour jouer au ballon. L'école de la Liberté est, comme bien d'autres, un espace de rencontres sportives.

Autres dégâts à noter : les installations électriques endommagées, le vol de tables-bancs nouvellement installés, le pillage des carreaux et des portes. « Dans notre école, beaucoup de salles de classe n'ont plus de portes et ne sont plus utilisées, car elles sont remplies d'ordures », a signifié une enseignante. Et d'ajouter : « Ici, une enseignante ne peut pas faire cours jusqu'à 17 heures. Elle court le risque d'être violentée ou violée ».

L'école de la Liberté compte parmi les établissements de Brazzaville sur lesquels le gouvernement a investi d'importants moyens financiers à la suite des explosions de Mpila, le 4 mars 2012. Un financement de la fondation SNPC a permis de moderniser l'établissement. Cela a positivement changé le visage de ce complexe scolaire. Mais en quelques mois ces efforts sont en train d'être sapés par des individus malintentionnés.

Rock Ngassakys

MISSION DE PAIX EN CENTRAFRIQUE

140 policiers et gendarmes congolais se préparent

C'est pour se rassurer du niveau de formation de ces éléments que le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou et son collègue de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo sont descendus à la caserne de la gendarmerie nationale de Bifouity (Brazzaville), le 18 mai.

L'objectif de cette visite est clair : tester les capacités opérationnelles de l'Unité de police constituée (UPC) appelée à participer à la mission de maintien de la paix à Bangui (RCA). C'est ainsi qu'un atelier externe a été réalisé avec les parties prenantes en rapport avec la mission. L'accent a été mis

sur la prise d'otages et les vols à main armée, l'évaluation d'une série de relevés et des jaugeages basée sur le métier de l'ordre et l'intervention professionnelle, etc. « Nous sommes satisfaits, mais nous savons que rien n'est parfait, nous continuerons à travailler pour que la troupe soit de bonne qualité », a déclaré le ministre Charles Richard Mondjo. Le départ de cette unité en préparation est prévu pour la fin du mois de juin prochain. Sa mission est, entre autres, d'aider à la stabilisation de la Centrafrique, pour

ce qui est spécifiquement de l'UPC. Il s'agira de participer avec d'autres pays, aux côtés de la police et de la gendarmerie centrafricaine, à la sécurité de Bangui. L'UPC renferme en son sein près de 140 éléments – policiers et gendarmes.

Les ministres étaient accompagnés du chef d'état-major général des Forces armées congolaises (FAC), Guy Blanchard Okoï, du commandant de la gendarmerie nationale, Paul Victor Moigny et du directeur général de la police, Jean François Ndenguët.

Guillaume Ondzé



Une expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes : Tél. 06 913 81 45/06 992 04 91 - Email : inscription@iprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
Gestion comptable et financière des projets et programmes	5 jours	4 au 8 mai 2015
Analyse financière : pratique	3 jours	11 au 13 mai 2015
Méthodes et outils de gestion pour managers : savoir fixer des objectifs, élaborer son tableau de bord etc.	3 jours	18 au 20 mai 2015
Pratique de l'audit fiscal et contrôle interne	5 jours	18 au 22 mai 2015
Manager une équipe : perfectionnement	3 jours	26 au 28 mai 2015

*Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.

OMS-CONGO

Le personnel de santé formé sur la gestion des documents

La formation a été organisée du 12 au 14 mai, à Brazzaville au siège de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) Congo. Objectif : former ce personnel au contenu des collections de documents appelés «les bibliothèques bleues» dans le cadre du projet d'appui à la formation continue des personnels paramédicaux (Paramed).

Il s'agit d'inciter le personnel de santé à la bonne utilisation et préservation des documents en vue de faire des suggestions en fonction des besoins des professionnels de santé sur le terrain. Sages-femmes, infirmiers, administrateurs et bien d'autres responsables ont échangé sur différents thèmes et autres activités de groupes. Pendant trois jours, ils ont été édifiés sur la recherche documentaire informatisée, l'initiation à la recherche documentaire informatisée simple et complexe, les instruments d'évaluation de la bibliothèque bleue, etc. Outre les communications, les travaux de groupes ont porté notam-

ment sur l'utilisation des outils de gestion des bibliothèques bleues et formulation des questions de recherche.

Doris Morlende Ockyemba, participante à cette formation, a indiqué que la rencontre a été très bénéfique parce qu'elle leur a permis d'avoir les connaissances sur plusieurs aspects et responsabilités d'un gestionnaire de bibliothèque bleue. « Bref ! Nous avons appris à explorer une bibliothèque à son arrivée, à recevoir un lecteur en l'aidant à retrouver les livres même s'il n'est pas précis dans ses recherches ainsi que l'initiation sur comment améliorer la bibliothèque en fonction des lecteurs », a-t-elle souligné.

Les bibliothèques bleues remises par l'Union européenne reviennent au personnel de santé et non à l'OMS

La représentante de l'OMS Congo, le Dr. Fatoumata Binta Diallo, a indiqué au terme des travaux que les documents sont destinés aux médecins, sages-

femmes, infirmiers et techniciens de laboratoire, aux administrateurs et aussi à toute personne directe ou indirecte capables de transmettre les connaissances pour la pratique en vue de la promotion des comportements sains.

Selon elle, on ne peut pas être personnel de santé sans avoir la maîtrise du savoir-faire. Pour faire correctement le travail, il faut être bien formé, et bénéficier d'une mise à jour de connaissance. « L'OMS a créé ces bibliothèques bleues pour le personnel de santé des zones les plus difficiles d'accès pour qu'à tout moment ce personnel soit capable de prendre les bonnes décisions : soigner, prévenir et protéger la population », a-t-elle conclu.

Notons que cette formation a été organisée par l'OMS Congo et le ministère de la santé et de la population. La fin de cette formation a été sanctionnée par la remise des attestations aux participants.

Lydie Gisèle Oko

TERRORISME

La France prête à renforcer son appui au Cameroun dans la lutte contre Boko Haram, déclare Bernard Cazeneuve

Reçu en audience le 15 mai par le président camerounais Paul Biya, le ministre français de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a renouvelé le soutien de la France dans la lutte contre le groupe islamiste Boko Haram.

Le soutien français portera également sur la formation et des échanges d'informations stratégiques. Une soixante de soldats camerounais viennent d'obtenir, à Garoua dans le nord du pays, une formation d'un mois dans la lutte contre les engins explosifs improvisés (IED) de Boko Haram, sous l'encadrement d'un détachement d'instruction opérationnelle composé de 8 militaires français. A la demande des autorités camerounaises, la France fournit déjà son appui en matière de renseignements et de formation dans la lutte contre le mouvement terroriste et plaide auprès de la communauté internationale pour une prise en compte des conséquences de ce conflit. Elle apporte son soutien aux pays victimes des exactions du mouvement djihadiste. Sur un autre plan, Bernard Cazeneuve et Paul Biya ont échangé sur la question de l'immigration clandestine. Le ministre français de l'Intérieur a annoncé l'élaboration de projets de développement à caractère social et économique en France. Il a ajouté que le Conseil européen étudie l'option d'une prise en charge, par certains Etats de l'Union européenne (UE), de contingents de migrants en provenance d'Afrique.

Noël Ndong

EGYPTE

L'ancien président Mohamed Morsi condamné à mort

Accusé d'avoir organisé une évasion collective d'une prison du Caire durant le soulèvement de 2011, et déjà condamné à 20 ans de prison, l'ancien président égyptien Mohamed Morsi vient d'être condamné à mort.

Cette peine a été requise le 16 mai par une juridiction du pays, qui accuse Mohamed Morsi d'avoir organisé une évasion collective d'une prison du Caire durant le soulèvement de 2011. Une condamnation dénoncée par le président turc Recep Tayyip Erdogan, la qualifiant de retour à l'« Égypte antique ».

Une centaine d'autres accusés, dont des éminences de la confrérie des Frères musulmans, ont également écopé de la peine capitale. Mohamed Morsi avait déjà été condamné à 20 ans de prison il y a moins d'un mois dans un premier procès pour violences. Cette peine capitale a été transmise pour avis consultatif au grand mufti d'Égypte, comme le veut la loi avant le verdict définitif.

N.Nd.

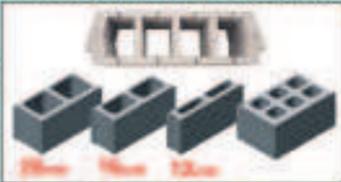


CHINA JIANGSU GLOBAL CONSTRUCTION CO., LTD

La société JIANGSU GLOBAL CONSTRUCTION est bien connue des entreprises de construction à grande échelle de la Chine.

Actuellement, elle crée des succursales au Congo, dans le but d'entreprendre tous types de construction, de décoration et de conception des résidences privées

La société est également spécialisée dans la production et la vente de tous types de briques industrielles, de bonne qualité : de sable de concassage (sable rouge), de ciment et de gravier.





Nos tarifs sur les produits que nous proposons sont tels que :

••• Brique de 12x	.....	495 CFA
••• Brique de 10x	.....	390 CFA
••• Brique de 20x	.....	690 CFA
••• Sable Rouge 20m³	.....	145.000 CFA
••• Sable 20m³	.....	195.000 CFA
••• Gravier 20m³	.....	650.000 CFA

Les tarifs proposés incluent les frais de chargement, de déchargement et de transport

300 : Livraison gratuite en zone urbaine (dans Brazzaville)

Adhérons à la bonne qualité et au bon service pour la majorité du peuple congolais.

Adresse : Brazzaville, Kinshasa sur la route nationale N° 1 vers le Lac Kémane avant la rivière Kani.

Contact: (+242) 06 690 7119 06 655 1111
06 985 5060 06 919 8888

NÉCROLOGIE

Les enfants Mazikou et petits fils ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur regretté

père,
grand-père
Guillaume
Mazikou
alias Pdg La
Guillau,
propriétaire
des hôtels
Gramilia.
La veillée
mortuaire se
tient au
domicile
familial n°88
rue Djoué



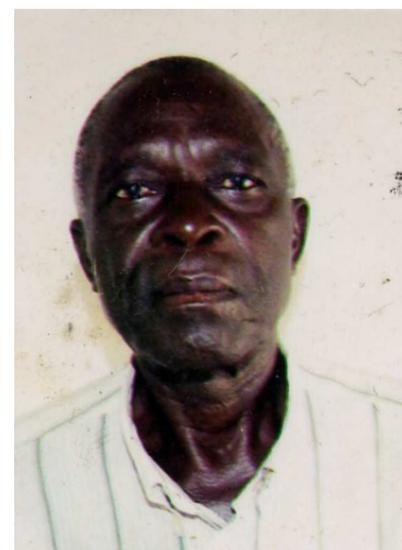
sur l'avenue Terre-jaune à Moungali.

La date de l'inhumation vous sera indiqué ultérieurement.

Les enfants Bugnambe informent parents, amis et connaissances du décès de leur père Henri Michel Bugnambe, décès survenu le 10 mai 2015 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient dans la rue Ndolo n°23 à Talangaï vers la pharmacie Vert d'ö.

La date de l'inhumation vous sera communiqué ultérieurement.



MALI

Signature de l'accord de paix sans les rebelles de la CMA

Presque tous les acteurs de la crise malienne ont signé à Bamako le 15 mai l'accord de paix, sauf les principaux groupes rebelles affiliés à la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA). La vingtaine des chefs d'État africains et des délégués des instances de la communauté internationale qui ont assisté à la signature, ont appelé les autres groupes à adhérer à cet accord.

Des représentants du gouvernement malien, de mouvements armés et de la médiation internationale ont signé dans la capitale malienne l'accord de paix conclu à Alger. Après le paraphe de l'accord de paix définitif le 14 mai dernier à Alger, tous les protagonistes devraient se retrouver à Bamako pour signer officiellement le document. La communauté internationale à travers la médiation algérienne, a pourtant mis tout son poids pour que les rebelles du Nord notamment le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNL), le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) et le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), puissent apposer leur signature au bas du texte.

Lors du paraphe de l'accord à Alger, les membres de la CMA ont émis certaines réserves avant de pouvoir s'engager dans le cadre de la signature définitive. Ils exigent au gouvernement malien de nouvelles discussions sur des questions relatives au statut de la région de l'Azawad, la répartition des richesses, la présence des autorités dans la région Touareg, ainsi que la réforme des forces de défense et de sécurité. Quant à la date des prochaines discussions, aucun délai n'a été fixé.

Parmi la vingtaine des présidents africains présents lors de la cérémonie de signature de l'accord, figurent le président zimbabwéen, Robert Mugabe qui est l'actuel président en exercice de l'Union africaine, l'Ivoirien Alassane Ouattara, le Rwandais Paul Kagame, le Nigérien Goodluck Jonathan, le Ghanéen John Dramani Mahama. Tous les dirigeants africains présents vendredi ont souhaité le retour de la paix au Mali.

Le ministre algérien des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra qui a conduit la médiation, se dit optimiste quant à la réussite du processus de réconciliation avant d'appeler les populations du nord à accepter l'accord. « Nous les appelons à se joindre massivement à ce sursaut collectif de la nation malienne et à ce sursaut collectif de la communauté internationale en leur disant simplement : mettez fin à l'effusion de sang, retrouvez-vous dans ce magnifique élan pour la construction de

la République du Mali de demain. », a-t-il dit.

« On a fait un important pas vers la paix »

Même son de cloche du côté de la mission onusienne dans le pays. Hervé Ladsous, chargé des opérations de maintien de la paix aux Nations unies, a appelé « toutes les parties à rétablir le cessez-le-feu immédiatement et à reprendre le dialogue pour le consolider ». « Nous avons confiance dans le fait que les parties restantes se rallieront bientôt à cette paix afin que le Mali puisse renouer enfin avec la stabilité politique et le développement économique et social. Afin que ce premier pas nous mène à l'établissement d'une paix durable... », a dit Hervé Ladsous.

Ce processus de paix est avant tout une affaire des Maliens. La veille de la signature de cet accord, plusieurs centaines de femmes ont marché à Bamako pour réclamer la paix et la réconciliation. « L'heure de la paix a sonné », a scandé Adama Touré, président d'une association malienne cité par l'AFP. « On a fait un important pas vers la paix », a expliqué un autre leader de la société civile.

Trois semaines auparavant, de violents accrochages ont opposé des troupes maliennes aux groupes rebelles du nord. Le 5 mai dernier, les soldats maliens ont été la cible d'une attaque attribuée aux rebelles affiliés à la CMA. Cet accord de paix signé sous l'égide de la médiation algérienne, s'il est suivi d'effet, permettra à quelque 190 000 déplacés et réfugiés maliens à regagner chez eux. L'administration malienne absente dans la région nord depuis près de trois semaines, est attendue par la population de cette partie du Mali.

Fiacre Kombo

BURUNDI

Le président Pierre Nkurunziza remanie son gouvernement

Quatre jours après le coup d'État manqué, le président burundais, Pierre Nkurunziza, a remercié trois de ses ministres dont ceux de la Défense et des Affaires étrangères. Ce limogeage serait la conséquence de leur incapacité à gérer la crise.

Le ministre de la Défense, Pontien Gacyubwenge, est démis de ses fonctions et remplacé par un civil, Emmanuel Ntahonvukiye. Alain Aimé Nyamitwe proche du chef de l'État, ancien ambassadeur du Burundi auprès de l'Union africaine (UA), hérite des Affaires étrangères en remplacement de Laurent Kavakure, a annoncé, lundi, le porte-parole de la présidence burundaise, Gervais Abayeho. Le ministère du Commerce a aussi fait les frais de ce remaniement. Virginie Ciza est remplacée par Irina Inantore, rapporte l'AFP. La présidence ne donne pas plus de détails sur les raisons de ces limogeages. Certaines sources évoquent leur mauvaise gestion des manifestations, ce qui a conduit à la tentative du putsch avorté. « Cela peut être lié ou ne pas être lié aux derniers événements politiques. Les ministres sont suivis au jour le jour, et le président les change dès qu'il estime que c'est

nécessaire », a indiqué le porte-parole Abayeho.

Le ministre de la Défense sortant, Pontien Gacyubwenge, paie le prix de sa gestion des manifestations et des ordres qu'il a donnés qui semblaient contredire ceux du président Nkurunziza. Il avait demandé au début du mois à l'armée d'« être du côté des manifestants » et exiger « le strict respect des accords d'Arusha ». La Défense sera désormais dirigée par un ancien magistrat, une personnalité apolitique. Une première depuis cinquante ans au Burundi, a indiqué le porte-parole de la présidence.

D'après une source proche de la présidence citée par l'AFP, « le ministre des Relations extérieures, lui, n'a pas été à la hauteur ». Il n'est pas parvenu à expliquer et à convaincre la communauté internationale sur les questions de l'heure. Quant à la ministre du Commerce, elle est limogée alors que le Burundi traverse depuis

trois mois une pénurie de produits pétroliers, l'une des revendications des manifestants.

Le président Pierre Nkurunziza qui a échappé à une tentative de coup d'État le 14 mai dernier, s'est confié à la presse le dimanche à Bujumbura. Selon le président burundais, seule la voie du dialogue peut permettre à son pays d'échapper aux violences et terrorisme. « Nous avons pris des mesures contre les shebab, nous prenons au sérieux ces menaces », a-t-il déclaré avant d'annoncer la tenue d'une réunion consacrée à la menace des insurgés somaliens shebab.

La violence au Burundi a poussé plus de 100 000 civils à fuir le pays pour se réfugier principalement en République démocratique du Congo, au Rwanda, et en Tanzanie. Le Burundi tient des législatives et communales le 26 mai, avant la présidentielle du 26 juin 2015. Dans ce contexte, la présidence burundaise n'a pas exclu un possible report du calendrier électoral.

Fiacre Kombo

Le Conseil de sécurité se dit prêt à répondre aux actes de violence

Alors que les manifestations contre le 3^e mandat de l'actuel président ont repris après l'échec du coup d'État du 13 mai, le Conseil de sécurité a annoncé son intention de « répondre aux actes de violence qui menacent la paix et la sécurité au Burundi ».

Dans un communiqué, le Conseil a appelé les parties à faire preuve de retenue, à ne pas recourir à la violence et à s'abstenir de représailles afin de résoudre la crise actuelle de manière pacifique, dans l'intérêt de la nation. Il s'est dit vivement préoccupé par les « tensions et troubles actuels » dans ce pays et a souligné le besoin urgent d'une réconciliation entre tous les Burundais pour résoudre la crise de façon « pacifique ».

Depuis un mois, le Burundi est plongé dans une crise politique, née de la candidature contestée du président Pierre Nkurunziza à un 3^e mandat. L'opposition burundaise, estimant qu'une troisième candidature du président sortant est anticonstitutionnelle, a appelé à manifester de manière discontinuée contre le régime,

provoquant une vague de violence et de répression de la part des autorités contre les manifestants. La situation s'est davantage compliquée suite à la tentative de coup d'État du Général Godefroid Niyombaré, un ancien compagnon d'armes de l'actuel président burundais.

Les 15 membres du Conseil ont condamné les troubles violents au Burundi et ont appelé les autorités à gérer la crise dans le respect des libertés fondamentales et du droit à bénéficier d'un procès équitable. Ils ont plaidé en faveur d'un retour rapide de l'état de droit dans le pays et du rétablissement du dialogue entre tous les Burundais afin de créer les conditions nécessaires à la tenue d'élections « crédibles ».

L'Organisation internationale de la francophonie (OIF) a joint sa voix à celle du Conseil de sécurité et appelé les acteurs politiques burundais à privilégier le dialogue pour une sortie de crise. Dans un communiqué la secrétaire générale Michaëlle Jean, a exprimé sa profonde préoccupation face aux conséquences de la récente tentative de coup d'Etat. « J'appelle

toutes les parties à privilégier le dialogue dans la recherche d'une solution constructive qui préserve la paix et la sécurité, a-t-elle insisté. Après les événements douloureux qui ont marqué l'histoire du Burundi et ont été surmontés grâce à l'Accord d'Arusha, il est important que toutes les parties respectent l'esprit et la lettre de ce texte consensuel, fondamental pour la consolidation de la démocratie, de l'état de droit et du développement au Burundi ».

Rappelant la nécessité du respect des droits de l'homme et des libertés tel que prévu dans les textes internationaux pertinents, la secrétaire générale de l'OIF a souligné l'importance de toutes les garanties du droit à la défense des personnes interpellées depuis le début de cette crise. Michaëlle Jean a en outre, réitéré son engagement à s'associer au plus haut niveau à la médiation menée par la communauté internationale, à savoir les Nations unies et l'Union africaine, qui visent la recherche d'une solution durable à la crise qui prévaut au Burundi.

Nestor N'Gampoula

Idriss Déby Itno : « Un coup d'État, par principe, à tous les niveaux, personne n'accepte cela »

Le président Tchadien a séjourné en France où il a échangé avec son homologue français François Hollande qui l'a reçu le 14 mai, à l'Élysée.

Au menu de l'entretien, les questions africaines. François Hollande s'est félicité des premiers résultats du Tchad, du Cameroun, du Niger et du Nigeria dans la lutte contre Boko Haram. Ce qui aura permis « de réduire l'emprise territoriale de ce groupe et de libérer plusieurs centaines d'otages ».

Le président français a encouragé

les pays de la région à poursuivre à travailler de concert, avec le soutien français et de la communauté internationale. Il s'est également félicité de l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative Pays pauvres très endettés (PPTE) par le Tchad. Les deux chefs d'Etat ont souligné l'importance de l'opération « Barkhane », dont l'état-major est assuré par Ndjaména. Ils ont rappelé leur soutien à la médiation des Nations unies et marqué leurs préoccupations face aux drames humains en mer méditerranéenne.

Ils se sont en outre réjouis des conclusions du forum de Bangui,

en matière de désarmement qui « marque une nouvelle étape vers la paix et la réconciliation en Centrafrique », avant d'évoquer les questions climatiques et notamment l'avenir du lac Tchad. Idriss Déby Itno a condamné les violences actuelles au Burundi. « Nous condamnons de la manière la plus ferme ce coup de force. De la même manière que nous condamnons les violations de la Constitution par le président Pierre Nkurunziza », a-t-il déclaré. « Un coup d'Etat, par principe, à tous les niveaux, personne n'accepte cela », a ajouté Idriss Déby.

Noël Ndong

FORUM INTERNATIONAL GREEN BUSINESS



6^{ème} Édition

Pointe-Noire Congo, Hôtel ELAIS

19>21 Mai 2015

**INVESTIR DANS L'ECONOMIE VERTE
EN AFRIQUE CENTRALE POUR INVENTER DEMAIN :
CAS DE L'ECONOMIE DU REBOISEMENT AU CONGO**



Avec le soutien de



Banque citoyenne, signataire du pacte mondial pour l'environnement

VATICAN

Le pape reçoit le président palestinien

M. Mahmoud Abbas et sa délégation sont venus assister à une messe de canonisation de religieuses palestiniennes catholiques: une première.

Le déplacement de M. Mahmoud Abbas est toujours un événement, surtout si le lieu est le Vatican, cœur de la chrétienté. Depuis les deux ans que le pape François dirige l'Église catholique, les venues du leader palestinien actuel sont toujours très médiatisées, comme l'étaient aussi celles de son prédécesseur Yasser Arafat. Samedi M. Mahmoud Abbas, à la tête d'une importante délégation, a eu un tête-à-tête très cordial avec le Souverain pontife. Les relations entre le Saint-Siège et la Palestine, que le Vatican reconnaît aujourd'hui comme État, ont tou-

jours été bonnes. M. Mahmoud Abbas est venu prendre part à la canonisation de deux religieuses, les premières catholiques palestiniennes à se voir reconnaître cette qualité de sainte au sein de l'Église, autre symbole fort. Mère Mariam Bawardi (1846-1878), fondatrice à Bethléem du premier couvent carmélite de Palestine, et Mère Marie-Alphonsine Ghattas (1843-1927), à l'origine de la congrégation du Très-Saint-Rosaire de Jérusalem, ont reçu dimanche ce que les catholiques appellent les honneurs de l'autel : leur nom sera désormais inscrit au ca-

lendrier et leur fête liturgique célébrée par les chrétiens en tant que saintes.

Dans une région où tout geste compte et est commenté, les propos du pape François aussi à l'endroit de M. Mahmoud Abbas, ont fait se lever quelques sourcils de perplexité. Le pape a dit voir dans le président de Palestine un « ange de paix ». Et le communiqué officiel publié à l'issue de cette visite souligne que « les parties se sont réjouies d'être parvenues à s'entendre sur le contenu de l'Accord global bientôt signé, qui réglera le statut et l'activité de l'Église catholique dans les territoires palestiniens ». Palestiniens et Catholiques du Vatican disent espérer des négociations israélo-palesti-



Le pape François et le président palestinien Mahmoud Abbas, se sont rencontrés le samedi 16 mai au Vatican (DR).

niennes leur « redémarrage en vue de trouver une solution juste et durable au conflit ».

Le président Abbas était notamment accompagné pour la circonstance de son ministre des Affaires étrangères Riad Al-Malki ; du principal négociateur dans le conflit avec Israël Saeb Erekat et de l'unique femme, et chrétienne maire, Mme Vera Baboun de Bethléem. Rappelons que l'année

dernière, le président Palestinien a été invité au Vatican pour prier aux côtés du pape François et du président israélien d'alors, Shimon Peres « pour implorer de Dieu le don de la paix ». Les effets tardent encore à se manifester : peu de temps après M. Peres a quitté la présidence au terme de son mandat normal, mais la guerre entre Israéliens et Palestiniens a éclaté.

Lucien Mpama

Assurances et Réassurances du Congo

Une équipe jeune et dynamique à l'écoute de vos besoins

Soyez assurés avec nos assurances!!

Assurance Incendie	Assurance Éléctricité
Assurance Transport	Assurance Construction
Assurance Multirisques Habitation	Assurance Médicale
Assurance Global Travel	Assurance Voyage
Assurance Responsabilité Civile	Assurance Entreprise
	SA...

Agence K17 - Avenue de la Capitale - Kinshasa - Tél : +243 20 28 12 88 / 20 28 12 89
 Agence P18 - 128, Avenue Tervil - Kinshasa - Tél : +243 20 28 14 03 / 20 28 14 04
 Email : andrea@congoassurances.com - www.congoassurances.com

CONGO TERMINAL
POINTE-NOIRE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La Direction de Congo Terminal informe ses clients et partenaires qu'un groupe de collaborateurs (employés) avait déclenché une grève sans préavis le 15 mai dernier au soir.

Cette grève illégale, qui n'a pas été totalement suivie, n'était fondée sur aucune base juridique et relevait plutôt des revendications d'ordre extraprofessionnel et non sur les conditions de travail.

Il faut rappeler par ailleurs qu'outre la convention collective des auxiliaires de transports et assimilés à laquelle Congo Terminal est affilié, de nombreux protocoles d'accord ont été signés conjointement avec les partenaires sociaux pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des employés.

Soucieuse d'apaiser le climat de travail, la Direction de Congo Terminal avait entrepris, avec l'appui de la Direction Départementale du Travail, des discussions avec les partenaires sociaux, en vue de trouver ensemble des solutions pour une reprise du travail dans les meilleurs délais.

La Direction de Congo Terminal informe ses clients et partenaires que les activités reprennent dans les conditions normales et optimales dès ce lundi 18/05/2015 à 07 heures précises et que la grève a été levée.

Fait à Pointe-Noire, le 17 mai 2016

La Direction Générale

GOLFE DE GUINÉE – PIRATERIE

Les ministres Basile Ikouebe et Charles Richard Mondjo appellent à un soutien contre la piraterie

Le ministre congolais des Affaires étrangères et de la coopération, Basile Ikouebe et son homologue de la défense nationale, le général Charles Richard Mondjo ont appelé, le 11 mai dernier à Pointe-Noire, les partenaires bilatéraux et multilatéraux impliqués dans la gestion des questions de sûreté et de sécurité maritimes dans le golfe de Guinée, à un soutien accru aux efforts du gouvernement congolais et de l'ensemble des pays de la région, dans la lutte contre la piraterie et autres actes illicites en mer.

Basile Ikouebé a lancé cet appel lors des travaux de la réunion du G7++ des amis du golfe de Guinée au cours de laquelle il a exhorté l'ensemble des acteurs à la vigilance et la mobilisation permanentes, face aux menaces les plus déstabilisatrices qui pèsent sur la sécurité des Etats, leur développement et la navigation le long de l'un des carrefours maritimes les plus riches et les plus fréquentés de la planète.

Pour lui, les intérêts économiques, géostratégiques, de navigation ou de lutte contre les trafics de tous genres, alimentés par les réseaux mafieux, ne peuvent être garantis que grâce à l'engagement et l'implication multiforme de tous les intervenants, dans l'accompagnement des efforts de mise en œuvre de la stratégie globale de sécurisation de l'espace maritime.

Pour sa part, clôturant ces assises du G7++, le ministre à la présidence de

la République chargé de la défense nationale, le général Charles Richard Mondjo, a ciblé la dissuasion et la répression comme moyens de réduction de la criminalité en mer.

Il a, en outre, suggéré le renforcement des mécanismes sous régionaux sous fond de synergies, l'adaptation des intelligences au droit de la mer et la coopération des administrations concernées entre elles d'une part et les Etats entre eux d'autre part.

Pour les membres du gouvernement congolais, il est question pour les différents décideurs, d'aller vers une véritable communauté du golfe de Guinée, afin de matérialiser l'esprit de Yaoundé, et de sauver le commerce, l'environnement et la navigation maritimes. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité et la contrebande en mer, Yaoundé la capitale Camerounaise constitue une étape décisive. En effet, c'est au cours d'un sommet sur la sûreté et la sécurité maritimes dans le golfe de Guinée, tenu en juin 2013 dans cette ville avec la participation de la CEEAC, la CEDEAO et la Commission du Golfe de Guinée (CGG), que les chefs d'Etats et de gouvernement des pays africains ont adopté, outre la stratégie interrégionale, une déclaration, un mémorandum d'entente et un code de conduite canalisant cette lutte.

L'objectif visé étant de donner une nouvelle impulsion à leur volonté d'ac-

tion et de renforcer leur coopération dans cette lutte devant être sous-tendue par quatre priorités identifiées dans ces documents.

Il s'agit des aspects maritime et naval, la police et la justice, le renforcement des capacités et le développement.

Pour mettre en œuvre ces priorités, les pays côtiers se doivent d'adopter une politique commune de gestion privilégiant l'échange d'information, la coopération entre les Etats puis entre les Etats et les organisations régionales, l'harmonisation des réglementations, la coordination des stratégies, l'acquisition des équipements de surveillance navale performants et appropriés, et la protection des intérêts des populations.

Le G7 qui apporte l'expertise nécessaire à la gouvernance de la lutte contre la piraterie maritime, a été créé en 2013 pour faire face aux attaques et prises d'otages subies par les armateurs et compagnies pétrolières, face à l'incapacité des Etats du golfe de Guinée à endiguer ces menaces.

Après que ces derniers aient demandé au conseil de sécurité de l'ONU de se saisir de la question, celui-ci leur a prescrit par les résolutions 2018 et 2039, d'assurer la sécurité de leurs eaux territoriales, pendant que les partenaires stratégiques du golfe devaient coopérer dans ce but avec les pays concernés.

Source : ACI

FRANCE

Alain Mabanckou présidera le Salon du livre de Villeneuve-sur Lot

Placée sous le signe des identités plurielles et présidée par Alain Mabanckou, écrivain et poète franco-congolais, la 19^e édition du livre de Villeneuve-sur-Lot, se déroulera les 29, 30 et 31 mai, sous la halle Lakanal.

Durant trois jours, rendez-vous est donné aux lecteurs et aux amoureux du livre. Pour cette édition, sur les bons conseils de la Librairie Galerie Congo à Paris, sera présente une forte représentation des auteurs du Bassin du Congo. Parmi eux, Henri Lopes, en promotion de son dernier roman « le Méridional », paru aux Continents Noirs, Gallimard.

Le salon du livre de Villeneuve-sur-Lot, au cœur de la bastide villeneuvoise, est aussi un salon de la BD avec, chaque année, un plateau riche et varié. Le coup d'envoi des festivités littéraires sera donné dès le mardi 26 mai au théâtre G.-Leygues, à 20 h15, avec une conférence de Patrick de Carolis autour de son dernier ouvrage *Letizia R. Bonaparte, la mère de toutes les douleurs*. S'en suivra une rencontre, le mercredi 27 à 18 h, avec Filston Mwanza Mujila, écrivain poète congolais, auteur de *Tram 83*, à la librairie Livresse. À noter qu'une rencontre entre Alain Mabanckou et Henri Lopes est programmée le samedi 30 mai, à 15 h, dans la grande salle des débats, sous la halle Lakanal.

Au programme, les visiteurs du salon pourront assister, durant tout le week-end, à des débats, tables rondes et rencontres sur le thème de l'identité et sur les questions d'actualité et de société.

Marie Alfred Ngoma



Union européenne

COMMUNIQUE DE PRESSE

FÊTE DE L'EUROPE À BRAZZAVILLE

Une célébration sous le signe du développement

À l'occasion de cette fête, l'Union européenne en République du Congo organise pendant une semaine, une série d'activités afin de promouvoir ses valeurs de justice et de paix ainsi que de sensibiliser les congolais sur son action de développement au Congo en partenariat avec le gouvernement et la société civile.

Au programme :

- Un festival de films européens proposés par 5 Etats membres de l'UE représentés au Congo-Brazzaville et en République Démocratique du Congo, du 19 au 22 Mai.

Axés sur les migrations, ces films nous invitent à réfléchir à ce sujet plus que jamais d'actualité, au moment où des milliers d'africains, candidats à l'immigration perdent leur vie de façon dramatique en Méditerranée et à l'heure où des discussions sont engagées entre dirigeants européens pour faire face à ce phénomène.

- Une conférence-débat en partenariat avec la Fondation Niosi sur le thème « Bonne gouvernance et développement : quels liens et quels enseignements à la lumière des Accords de Cotonou ». Le mercredi 20 Mai à 15h.

- Un forum des projets financés par l'UE au Congo pour découvrir les visages de ceux qui « font le développement au Congo », le vendredi 22 mai à partir de 10h à 16h.

L'ACCÈS À CES ACTIVITÉS EST GRATUIT. VENEZ NOMBREUX À L'INSTITUT FRANÇAIS !

Outre ces trois temps forts, la salle Gide de l'IFC accueillera également deux activités en direction des organisations de la société civile (sur inscription) :

- Une journée d'information sur la coopération de l'Union européenne au Congo et les mécanismes de financement des projets, mardi 19 mai de 8h30 à 17h

- Un atelier d'échanges thématiques autour de 3 tables-rondes sur les thèmes du développement local, de l'insertion socio-professionnelle et de la protection de l'environnement, le vendredi 22 Mai de 08h30 jusque 17h.

Cette année, c'est sous la bannière du Développement que nous fêterons la Semaine de l'Europe. Ce sera l'occasion de mieux comprendre la politique d'aide au développement de l'UE. Ensemble, l'Union européenne et les États membres sont en effet les plus grands donateurs au monde représentant plus de la moitié de l'aide publique au développement.

En République du Congo, l'Union européenne contribue à la réduction de la pauvreté de part ses multiples programmes de coopération en appui au Gouvernement, aux autorités locales ainsi qu'à la société civile. Pour la période 2014-2020, ces programmes seront mis en œuvre dans le cadre du 11^e Fonds européen de développement (FED) grâce à une subvention d'un montant de 103 millions d'euros.

Contact : Azaad MANTE (Chargée de presse et de communication) – Azaad.MANTE@eeas.europa.eu – 06 973 65 33

JOURNÉE SCIENTIFIQUE

Des philosophes et historiens dissèquent l'œuvre de Pierre Savorgnan de Brazza

Le mémorial Pierre Savorgnan de Brazza a abrité, le samedi 16 mai, la journée scientifique sur «Les correspondances de Pierre Savorgnan de Brazza : entre la mémoire, l'histoire et l'oubli.»

« À travers les correspondances de Pierre Savorgnan de Brazza, émerge une idée de l'homme, de son rapport au monde dont il se rendit proche, et donc une vision des peuples qu'il rencontra et des contrées où il séjourna. C'est ce lien entre l'homme, la mémoire et l'histoire que vont analyser les intelligences invitées à prendre la parole ici », a déclaré Bélin-da Ayessa, Directrice générale du mémorial, pour planter le décor.

C'est ainsi que des communications ci-après ont été prononcées : « Un regard psychosocial sur la mémoire et l'oubli à travers les correspondances de Pierre Savorgnan de Brazza » par Didier Mbélé, assistant à l'université Marien Ngouabi ; « Les correspondances de Pierre Savorgnan de Brazza : l'homme, la mémoire et l'histoire » par Joseph Itoua, maître assistant à l'université Marien Ngouabi ; « Réflexion sur les correspondances de Pierre Savorgnan de Brazza » par le professeur Jean Claude Bayakissa ; et « Ethnies, villages, toponymes et pistes dans les corres-



Bélin-da Ayessa ouvrant la journée scientifique

pondances de Pierre Savorgnan de Brazza » par le professeur Yvon Norbert Gambeg ; le tout sous la modération des professeurs Jean Luc Aka-Evy et Grégoire Léfouoba.

Que retenir de ces communications ?

L'ambassadeur de France au-

près de la République du Congo, Jean Pierre Vidon, a jugé ces communications extrêmement diversifiées de pertinentes surtout par leurs approches histo-

ricques et philosophiques. Quant au rôle que joue le mémorial et à l'idée d'organiser cette journée, Jean Pierre Vidon, a déclaré. « Le Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza est un lieu de mémoire, un lieu de recueillement, mais c'est aussi un lieu de recherche, et aujourd'hui, la preuve en est

apportée. Je trouve que l'idée était excellente de réunir un certain nombre d'universitaires, de spécialistes dans les domaines différents, his-toriques et philosophiques. Je crois que cela mérite d'être souligné pour avoir cette approche intégrée de l'interprétation de ces correspondances qui vont apporter beaucoup sur la connaissance de De Brazza et qui vont confirmer un certain nombre de lignes directrices de son action. Nous savons qu'il a été un précurseur, un novateur et comme beaucoup de novateurs, il a dérangé à l'époque. Mais on voit maintenant qu'il avait raison, comme l'a dit fort pertinemment l'ambassadeur du Gabon. »

Certains conférenciers n'ont pas hésité de dire qu'en étudiant Pierre Savorgnan de Brazza, c'est l'étude propre du Congo que l'on fait. « C'est Pierre Savorgnan de Brazza qui a fait que nous soyons des Congolais, car à l'époque, c'était un même peuple qui s'étendait jusque de l'autre côté du fleuve, voire même ce qui est devenu aujourd'hui le Gabon... », a expliqué Joseph Itoua, maître assistant à l'université Marien Ngouabi.

Sitôt après les communications, les conférenciers ont tenu des ateliers qui portaient, entre autres, sur : Pierre Savorgnan de Brazza, du Gabon au Congo : contexte et justification ; La question de la mémoire à travers les écrits de Pierre Savorgnan de Brazza ; La dimension humaine et sociale à travers les écrits de Pierre Savorgnan de Brazza... Avant que la journée ne prenne fin sur des propositions et suggestions faites à la direction générale de cet édifice culturel et touristique.

Bruno Okokana

EXPOSITION

Retour sur la création de Sony Labou Tansi

2015 marque le vingtième anniversaire de la disparition de l'écrivain congolais Sony Labou Tansi. Pour commémorer cet événement plusieurs activités sont prévues le long cette année. Parmi lesquelles l'exposition qui retrace l'itinéraire de sa création : le cadre et le cheminement de son écriture. Le vernissage de cette exposition avait eu lieu récemment à l'Institut français du Congo.

l'histoire littéraire africaine. Il s'inscrit dans l'exceptionnelle lignée littéraire que connaît le Congo de Tchicaya u Tamsi jusqu'à aujourd'hui », a insisté Bernard Magnier.

« Sony labou Tansi, du Congo au monde » est présentée en première mondiale à Brazzaville et déjà programmée à Limoges pour septembre prochain mais aussi en Belgique et en Martinique. Elle existera dans des

Machin la hernie sera adaptée et présentée au festival des Francofolies de Limoges avant de l'être au Tarmac à Paris. À Pointe-Noire, Georges Mboussi présentera La parenthèse de sang et Jean Fehlyt Kimbirima en dyptique Amour quand tu nous tiens. Des lectures de textes et poèmes vont être réalisés par France culture et Rfi, qui présentera au festival d'Avignon la pièce Je soussigné cardiaque.



Jean Pierre Vidon au vernissage de l'exposition.

Cette exposition conçue par Bernard Magnier évoque la destinée d'un écrivain, la trajectoire de son écriture. « Sony Labou Tansi, de Brazzaville au monde. Cette exposition, c'est avant tout pour lui rendre ce qui lui revient. Son talent donnait à voir, à entendre et à lire les maux de cet auteur qui est un maillon essentiel dans

dimensions variables de façon à entrer dans des lieux de configurations diverses. Des pistes sont en cours de réalisation en Guadeloupe, au Sénégal, au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Haïti et dans quelques villes françaises. Le festival Manstina sur scène lui consacrera déjà une large part de sa programmation en décembre prochain. Sa pièce

Sony Labou Tansi fut auteur de sept romans, tous édités au Seuil. Il fut également un homme de théâtre avec sa troupe Le Rocado Zulu Théâtre. on lui doit une douzaine de pièces allant de *Conscience de tracteur*, en 1979, à *Monologue d'or et noces d'argent* dont la sortie posthume est intervenue en 1996.

Hermione Désirée Ngoma

SEMINAIRE INTERNATIONAL Le CABINET JUFICONSULTING

Sous la Direction Scientifique du Professeur Abdoulaye SAKHO

Professeur Agrégé à l'Université Cheik Anta DIOP de Dakar (Sénégal),

Monsieur Médard BACKIDI, Directeur des Etudes et des Stages à l'ERSUMA (Bénin) et des professionnels du droit (avocats, magistrats, notaires, Experts-comptables, juriste d'entreprise, Huissiers de justices)

Organise le Vendredi 19 et le Samedi 30 mai 2015 à Brazzaville

Sur le Thème : La Réforme de l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE : Nouveautés et perspectives ; un an après son entrée en vigueur.

Contact : PROXI MEDIA

FÊTE DES PERSONNES VIVANT AVEC ALBINISME

La Fondation Mwimba Texas organise une grande journée de sensibilisation

L'ONG prévoit de célébrer cet événement, qui coïncide avec son dix-septième anniversaire, avec les délégués venant d'autres provinces du pays dont ses représentants et ceux des autres ONG partenaires.

La Fondation Mwimba Texas (FMT) s'emploie à célébrer, le 13 juin, la première édition de la Journée des personnes vivant avec albinisme consacrée par les Nations unies. Les célébrations liées à cette journée qui coïncide avec le dix-septième anniversaire de cette fondation se dérouleront dans la salle du Jardin botanique de Kinshasa à partir de 10 heures. Pour cette double célébration, la FMT prévoit une grande journée de sensibilisation et de conscientisation des albinos et de toute la société sur leur intégration. Pour le président de cette ONG, le catcheur albinos Alphonse Makiese Mwimba Texas, cette célébration sera une occasion de mettre en exergue toutes les potentialités des albinos afin de lancer un message fort contre la discrimination et la stigmatisation dont sont victimes les personnes vivant avec albinisme.

La vision, pour cette fondation,

est de faire arriver cet appel à l'intégration des albinos dans toutes les provinces de la RDC en vue de leur permettre de participer au développement de leurs communautés respectives et du pays.

Près de 1 200 kits en faveur des personnes vulnérables

Au menu de cette commémoration, la FMT prévoit des chansons de conscientisation chantées par des albinos et autres albinophiles, un défilé de mode ainsi que des messages de sensibilisation. La fondation prévoit également de distribuer près de mille deux cents kits comprenant des parasols, des crèmes solaires, des savons, des produits pharmaceutiques, de lunettes solaires, etc., aux albinos et autres vulnérables qui seront présents.

Pour arriver à bien organiser cette première édition, la FMT a lancé un appel de soutien à ses partenaires ainsi qu'à toutes les personnes de bonne volonté et celles qui sont touchées par la cause des albinos. Leurs apports s'ajoutent aux autres ressources dont celles provenant des combats de catch auxquels participe le président Mwimba Texas et qui



Des albinos encadrés par la Fondation Mwimba Texas et le président de cette ONG

constituent les principaux fonds qui permettent à la FMT de mener ses actions. « Nous voulons organiser une grande journée afin de faire écho de notre appel pour l'intégration des albinos. Cela nous demande beaucoup de moyens mais nous pensons que la réaction des personnalités à qui nous avons envoyé des messages de soutien nous permettra d'atteindre les objectifs visés », a soutenu le président de la FMT, Alphonse Mwimba Makiese Texas. Ce dernier a, par ailleurs, déjà

exprimé la reconnaissance de cette ONG à toutes les personnes et organisations albinophiles qui l'aident, de temps en temps, dans ses actions d'encadrement des albinos. Il s'agit notamment du Pasteur Cosma Wilungula, de l'Église ECEC, qui leur a offert l'espace pour cette double célébration. Mwimba Texas a également salué l'organisation, le 4 avril, par le pasteur et sa femme, Esther Mwan-gu, d'une journée de fraternité en faveur des vulnérables dont les albinos et les aveugles. Le président

de la FMT a appelé les autres personnalités à emboîter le pas aux responsables de l'ECEC afin d'aider des personnes nécessiteuses. Mwimba Texas a aussi reconnu l'apport du gouvernement et du Premier ministre Matata Ponyo, du député Clément Kanku et de la BCDC, à travers M. Pay-Pay, de la déléguée à Wallonie-Bruxelles, Kathrin Bright, de VitMilk et de la Fondation Gertler, dans certaines réalisations de la fondation.

Il est noté qu'à chaque occasion de ses manifestations, la FMT lance des messages dont l'objectif est de mettre les albinos dans des dispositions psycho-sociales de s'intégrer dans la société. La FMT relève notamment que les albinos ont des capacités comme toutes les autres personnes, malgré la différence de leur peau et certaines faiblesses liées au manque de mélanine. Ce qui signifie, selon la FMT, qu'ils sont capables de travailler et d'être utiles à la société, comme les sont toutes les autres personnes. L'ONG donne également des conseils aux albinos afin de savoir entretenir leur peau et des produits pharmaceutiques et autres articles.

Lucien Dianzenza

DIALOGUE NATIONAL

Le CDH inquiet quant à l'issue de la rencontre

Pour l'ONG, qui souhaite que les intérêts de la population congolaise soient privilégiés en termes d'organisation des élections provinciales, législatives et présidentielle, certains préalables manquent pour permettre à cette réunion d'atteindre les objectifs lui assignés.

Le Centre des droits de l'Homme et du droit humanitaire (CDH) s'interroge sur l'état d'esprit des acteurs de la société civile et de l'opposition s'ils doivent participer au dialogue. La question de cette ONG exprimée dans un communiqué du 18 mai est motivée, selon elle, par le fait que, malgré la recherche d'une cohésion nationale, plusieurs membres de ces deux regroupements cités restent en détention illégale pour la plupart.

Le CDH a notamment cité les cas Christopher Ngoy Mutamba et des activistes membres de Filimbi (pour la société civile), du Bâtonnier Jean-Claude Muyambo Kyassa, de Vano Kiboko, des députés Ewanga et Eugène Diomi Ndongala, etc. (pour l'opposition), « outre que plusieurs autres détenus vivent sans aucune nouvelle dans des milieux toujours gardés secrets en violation des instruments internationaux relatifs aux droits de l'Homme ratifiés par la RDC et la Constitution, et qu'il y a lieu de craindre pour leur vie ».

Le CDH a, cependant, fait observer qu'en procédant, le 07 septembre 2013, à l'ouverture des travaux des Concertations nationales, le chef de l'État, Joseph Kabila, avait noté

qu'il assignait aux délégués aux dites Concertations « la mission de dégager les voies et moyens susceptibles de consolider la cohésion interne, en vue d'assurer la victoire de notre pays sur le double front de la défense de la souveraineté nationale et du développement économique et social ». L'ONG dit, en effet, constater que malgré les importants moyens matériels et financiers disponibles par le gouvernement issus des contribuables congolais pour l'organisation et la matérialisation des Concertations nationales, trois quart des recommandations n'ont jamais été prises en compte par le gouvernement jusqu'à ces jours, sauf l'intégration de quelques opposants dans le gouvernement dont certains sont contestés.

C'est donc de la sorte que le CDH exprime toutes ses appréhensions quant aux objectifs poursuivis par les organisateurs de ce dialogue si ce n'est un mythe pour apaiser les esprits des opposants et des acteurs de la société civile en embrigadant certains de leurs membres dans le gouvernement à l'instar des Concertations nationales. Cette ONG a, par conséquent, lancé un appel à la conscience de tous les compatriotes congolais pour que si un tel dialogue était effectif, seuls les intérêts des populations congolaises soient privilégiés en terme d'organisation des élections provinciales, législatives et présidentielle, dans un climat apaisé et dans le respect de la Constitution, d'une part, et par la libération sans condition de tous les prisonniers politiques d'autre part.

L.D.

INSÉCURITÉ À BENI

Les nouvelles instructions aux Fardc

Au regard du changement de stratégie du groupe rebelle ADF/Nalu qui s'en prend désormais directement à la population civile, les Forces armées de la République démocratique du Congo (Fardc) devront agir avec «fermeté» pour mettre fin totalement à ce climat d'insécurité.

Dans un communiqué officiel envoyé à la rédaction, le 17 mai, la primature a tenu à rappeler que la situation à Beni, dans l'est de la RDC, représente « les derniers soubresauts d'une rébellion en cours d'extinction ». Aussi les ordres ont-ils été donnés à l'armée «de pourchasser les criminels de guerre des ADF/Nalu sans relâche et de les éliminer ». Les autorités congolaises durcissent leur position en renforçant les opérations militaires en cours. Mais elles mettent en garde toutes les personnes impliquées dans la recrudescence de cette insécurité dans la région de Beni. Les éventuels soutiens des rebelles auront également à rendre des comptes, peut-on lire sur le document officiel.

Face à la tension sociale, le gouvernement congolais a envoyé un message d'apaisement en direction des populations éplorées de Beni. «Aucun effort n'est économisé pour ramener la sécurité dans cette partie du territoire national ». Sans détour, la primature a réaffirmé toute sa préoccupation sur le sort des populations de Beni. Et, a indiqué la primature, tout sera fait pour garantir le retour de la paix dans cette région. «Le gouvernement exprime ses condoléances et sa solidarité aux familles des victimes».

L'économie locale à rude épreuve Il est difficile d'imaginer l'impact du message de réconfort du gouvernement au moment où l'est de la RDC est de nouveau en train de sombrer dans la spirale de violence. Il n'est

pas question de transiger sur une question de souveraineté nationale même si le gouvernement s'est dit toujours attaché aux valeurs de fraternité. Mais il se montre également «très déterminé à défendre l'intégrité du territoire ».

La crainte d'une dégradation de la situation à Beni et dans l'est du pays est prise très au sérieux. Après des journées ville morte de ces derniers jours pour des raisons humanitaires, les coordinations des sociétés civiles de Beni ont annoncé le week-end dernier la suspension du paiement des taxes par la population locale jusqu'à la fin de l'insécurité qui destabillise la région. Une mesure grave avec des graves répercussions sur l'économie locale. Pour rappel, le mouvement de journée ville morte a réussi en son temps à paralyser la cité d'Oïcha (chef lieu du territoire de Beni), la ville voisine de Butembo et la localité de Bunyatenge en territoire de Lubero.

Quant à la levée de l'opération ville morte, il s'agit d'une mesure provisoire arrêtée après une concertation et une analyse de la situation en début de week-end dernier. Cette décision vise surtout à permettre aux habitants de Beni de pouvoir se ravitailler en vivres pour venir en aide aux déplacés de guerre qui ont fui les grandes agglomérations.

La population locale est invitée à demeurer vigilante pour dénoncer tout mouvement suspect. Pour maintenir le niveau de vigilance à son niveau le plus élevé, la société civile a lancé l'action « Filimbi » qui consiste à pousser la population locale à s'investir dans la recherche de la paix chaque jour à partir de 12 heures. Les croyants devront également prier pour cette région qui aspire plus que tout au retour d'une paix durable.

Laurent Essolomwa

DIVISION 1/PLAY-OFF

V.Club bat Sanga Balende par forfait et finit leader de la phase aller

V.Club a bénéficié du forfait infligé à Sanga Balende après l'arrêt définitif du match entre les deux équipes à Mbuji-Mayi. La Linafoot a donc octroyé les trois points de la victoire au team vert et noir de Kinshasa qui de facto accapare la première place du play-off du championnat national avec 21 points, devant Mazembe 20 points.

La Ligue nationale de football (Linafoot), organe organisateur du championnat national de football -Division 1-, s'est prononcée, le 13 mai, sur les incidents ayant émaillé la rencontre du 10 mai au stade Tshikisha de Mbuji-Mayi entre le club local de Sa Majesté Sanga Balende et l'AS V.Club de Kinshasa. C'était un match en retard de la 8e journée de play-off de la Division 1. L'instance subdéléguée de la Fédération congolaise de football association (Fécoba) s'est référée à l'article 223.3 des règlements généraux sportifs et aux articles 80 et 81

du Code disciplinaire de la Fécoba. Aussi, Sanga Balende a-t-il perdu le match par forfait (zéro but à trois en faveur de V.Club) pour avoir occasionné, par ses supporters, l'arrêt définitif du match; l'équipe a été sommée de payer une amende correctionnelle de 300 dollars américains pour violation de la zone neutre, envahissement de l'aire de jeu par ses supporters. Sanga Balende va devoir aussi réparer les préjudices causés, va jouer son prochain match de championnat à huis clos et va prendre en charge les frais d'organisation de l'ordre de cinq mille dollars américains. Le club de Mbuji-Mayi perd aussi sa quote-part des recettes du match. Réagissant après la décision de la Linafoot, le président sportif Alphonse Ngoy Kasanji de Sanga Balende a dénoncé « l'injustice et le clientélisme qui caractérise le comité de gestion de la ligue nationale de football ». C'était au cours d'une conférence de presse à Lubumbashi dans la



Les supporters de Sanga Balende ont été à l'origine de l'arrêt du match contre V.Club à Mbuji-Mayi

province du Katanga avant le match de barrage aller de la Coupe de la Confédération entre Sanga Balende et Zamalek d'Égypte. La Linafoot a aussi sévi sur les officiels du match du 10 mai à Mbuji-Mayi. Et le commissaire au match, Paul Kasongo, a écopé d'une suspension de douze mois pour avoir

produit un rapport complaisant, alors que l'arbitre Bremer Engbangulu de la Ligue du Bas-Congo qui a officié la partie est interdit d'exercer pendant une durée de six mois pour faute d'arbitrage. On se rappelle que cette rencontre s'était arrêtée dans les temps additionnels lorsque V.Club, mené par deux buts

à trois, venait d'égaliser à trois buts partout par l'entremise de Katalay. Des supporters ont envahi l'heure de jeu, contestant la décision de l'arbitre Engbangulu de valider le but et d'avoir récupéré plus de dix minutes de temps additionnels. Ce dernier avait été pris en chasse par les supporters de Sanga Balende sous l'œil du président sportif de Sanga Balende et gouverneur de la province du Kasai oriental, Alphonse Ngoy Kasanji. La police a dû intervenir en usant des grenades lacrymogènes pour disperser les fauteurs de troubles et ramener le calme. Certains joueurs de V.Club ont même été blessés, tel Guy Lusadisus Basisila. Et conséquemment à la décision de la Linafoot, V.Club finit en tête de la phase aller de la 20e édition du championnat national de football avec 21 points, devant Mazembe (20 points) et Don Bosco (15 points).

Martin Engimo

GRANDS LACS

Vers plus de transparence dans le commerce des « minéraux du conflit »

Le Parlement européen va devoir trancher le 20 mai sur le renforcement de la lutte contre le commerce de l'or, du tantale, du tungstène et de l'étain qui financent des conflits armés notamment à l'est de la RDC.

Le Parlement européen va discuter, ce 19 mai, en plénière sur l'adoption d'un projet de loi visant l'instauration d'un mécanisme contraignant pour certains minerais issus des zones de conflit. Limiter le financement illégal des armées et autres groupes militaires dans les zones de conflit, tel est le but du débat qui sera sanctionné mercredi par un vote. Les députés se penchent donc sur un projet de réglementation pour établir un système d'auto-certification de la chaîne d'approvisionnement pour les importateurs responsables d'étain, de tantale, de tungstène et d'or en provenance de zones de conflits ou à risques. Il s'agit de couper tout lien pouvant exister entre l'extraction de minerais et le financement des conflits de sorte à favoriser une meilleure traçabilité de la chaîne d'approvisionnement des métaux et des minéraux en provenance de zones de conflit ou à haut risque. Là-dessus, la RDC est un cas d'école qui démontre de quelle manière l'extraction de minéraux dans les pays en voie de développement peut alimenter ou aggraver les conflits armés internes caractérisés par des niveaux extrêmes de violence. En effet, le conflit dans ce pays a souvent été lié à la lutte pour le contrôle de ses ressources.

Ce projet en examen au Parlement européen se révèle comme

une réelle opportunité d'approfondir les efforts dans le secteur des mines afin d'assurer une chaîne d'approvisionnement transparente. Élaborer une législation capable de mettre fin aux profits générés par le commerce de minerais utilisés pour financer des conflits armés et favoriser des pratiques responsables d'approvisionnement dans les zones de conflit, tel est l'objectif des discussions qui promettent d'être houleuses. Déjà, les eurodéputés seraient divisés quant à l'idée d'imposer ou non un système de certification obligatoire devant s'appliquer à tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement des métaux et des minéraux en provenance de zones de conflit. Faudra-t-il ou non imposer un principe de transparence contraignant à l'intégralité de la chaîne d'approvisionnement de ces minerais de sang ? La question est au cœur du débat.

En attendant des éventuels amendements, le texte encore en vigueur ne couvre que quatre minerais, à savoir l'or, le tantale, le tungstène et l'étain. Le Parlement européen scruterait, d'après certaines sources, la possibilité d'élargir le champ du règlement à d'autres minerais. Une équation qui paraît compliquée, notamment en termes de charges pour les entreprises concernées, fait-on savoir. Une chose est vraie, c'est que l'option est déjà levée pour le renforcement de la lutte contre les « minerais de sang » provenant des zones de conflit par l'instauration d'une traçabilité obligatoire de tous les produits depuis le lieu de production jusqu'au détaillant final.

Alain Diasso

La Linafoot publie le calendrier de la manche retour

La Linafoot (Ligue nationale de football) est décidée à organiser la manche retour de play-off du championnat national de football, au regard du calendrier complet des matches qui vient d'être publié. Mais elle devra obtenir la dérogation du ministère des Sports afin de prolonger la saison sportive au-delà de la date du 31 mai marquant la fin de la saison sportive. De son côté, le ministère des Sports va accorder la dérogation à condition que les violences dans les stades en RDC s'estompent.

La Linafoot a publié le calendrier de la manche retour de play-off de la 20e édition du championnat national de football -Division 1-. Cette

publication vient en fait dissiper le doute qui entourait l'organisation de cette phase retour. Le comité de gestion de la Linafoot avait fait part de ses difficultés d'organiser la deuxième partie du play-off, d'autant plus que ce 20e championnat national de football se déroule sans sponsor depuis le retrait de Vodacom. Alors qu'on s'attendait à ce que tout s'arrête à la fin de cette phase aller de play-off, l'instance organisatrice a rendu public ce calendrier qui comporte neuf journées. Cette phase retour va se jouer du 22 mai au 24 juillet.

Mais la Linafoot doit avoir la dérogation du ministère des Sports pour prolonger sa saison sportive qui doit, en principe, s'arrêter le 31 mai. C'est du reste ce qu'à déclaré le comité de gestion de la Linafoot

présidé par Simon Kayoyo Umbela. Du côté du ministère des Sports, on note l'hésitation à accorder la dérogation. On exigerait à ce que les violences de plus en plus récurrentes dans les stades en RDC cessent. Retenons qu'en 10e journée les 23 et 24 mai, Lupopo jouera contre CS Don Bosco, Lubumbashi Sport affrontera V.Club, Sanga Balende s'opposera au Daring Club Motema Pembe (DCMP), Mazembe sera face à Shark XI FC et Js Groupe Bazano recevra FC MK à Lubumbashi. La 11e journée le 30 et 31 mai prévoit des matchs Don Bosco contre Lubumbashi Sport, V.Club face à Sanga Balende, DCMP aux prises avec Mazembe, Shark XI FC opposé au FC MK et Lupopo contre JS Groupe Bazano.

Martin Engimo

COUPE DU MONDE FÉMININ U20 - ÉLIMINATOIRES

La RDC écrase le Gabon à Kinshasa

Victorieuses des Panthères du Gabon par cinq buts à zéro à Kinshasa, les Léopards dames juniors de la RDC se déplaceront dans une semaine à Libreville pour pratiquement composer leur billet pour le tour suivant des éliminatoires contre les Namibiennes.

Les Léopards de la RDC dames football U20 ont pris une sérieuse option qualificative pour le tour suivant des éliminatoires de la Coupe du monde féminin de moins de 20 ans prévu pour 2016 en Papouasie, Nouvelle Guinée (Océanie). En match aller du premier tour éliminatoire, les pouliches du sélectionneur Médard Lusadisus ont sévèrement battu, le 16 mai, au stade Tata-Raphaël de Kinshasa les Panthères dames U20 du Gabon par cinq buts à zéro. Merveille Mwami a signé un hattrick au cours de cette rencontre. Elle a ouvert la marque à la 18e minute avant de revenir à la charge à moins de dix minutes de la fin de la première période. Le score a donc été de deux buts à zéro pour les jeunes Léopards dames à la pause. En seconde pé-



Les Léopards dame U20 à l'entraînement

riode, Merveille Mwami a inscrit le troisième but à la 56e minute, avant que l'attaquante Lenga n'ait marqué le quatrième but à la 64e minute de la partie. Et sur une action de Mwami à la 90e minute, Mawanga qui venait de monter sur l'aire de jeu a porté le score à cinq buts à zéro pour les Léopards dames juniors. Les joueurs de Médard Lusadisus ont dominé leurs adversaires sur quasiment tous les compartiments de jeu, imposant le défi physique dans des duels, tout étant assez adroits devant les buts des jeunes Gabonaises. « Il y a un match à jouer (retour à Libreville). Mais nous

voulions que les filles soient prêtes le jour j. Bravo aux filles. Notre désir, c'est de nous qualifier », a déclaré le sélectionneur Médard Lusadisus à la fin de la partie.

Le match retour dans une semaine pourrait être une formalité pour les Congolaises U20 qui doivent se re-

mettre à la préparation. Car les prochaines adversaires sont les Namibiennes en juin prochain. En cas de victoire, les joueuses de Médard Lusadisus et de son adjointe Sandra Makombe s'opposent aux redoutables Nigériennes qui les avaient barré la route de la phase finale de la Coupe du monde en 2012 au Japon. On rappelle que la RDC U20 féminin a pris part à la phase finale de la Coupe du monde de la spécialité en 2006 en Russie et en 2008 au Chili, éliminée à chaque fois au premier tour.

M.E.

Des échanges autour de l'hypertension artérielle

Les échanges entre experts ont dominé la matinée scientifique organisée dans le cadre de la célébration de la journée mondiale de l'hypertension artérielle, le 15 mai à l'hôpital général Adolphe Sicé de Pointe-Noire.



Une vue des participants à la journée mondiale de l'hypertension artérielle crédit photo «Adiac»

Le but de cette journée mondiale de l'hypertension artérielle est d'informer et de prévenir le public au sujet de cette maladie et de la gravité de ses complications médicales. Au-delà, les organisateurs veulent inciter la population à effectuer un meilleur dépistage et plus de contrôles. La journée a permis la reprise des activités de la Société médicale du Kouilou dirigée par le Dr Henri-Léonard Atanda.

Le Dr Cédric Loemba Mavoungou, cardiologue à l'hôpital général de Loandjili, a axé sa communication sur le diagnostic, le bilan et le traitement de l'hypertension artérielle tandis que le Dr Arlette Ngouma de l'hôpital A. Sicé a exposé sur les facteurs de risques et causes de l'hypertension artérielle. De son côté, le Dr Bondoho Mombo, chef de service pédiatrie à l'hôpital général Adolphe Sicé, président du comité scientifique dudit hôpital a entretenu l'auditoire sur l'hypertension artérielle chez l'enfant avant la dernière communication faite par le représentant d'Imex Group Congo sur les nouvelles thérapies de la maladie.

Après les exposés suivis d'échanges et de partage d'expériences, il apparaît clairement que l'hypertension se définit comme une tension artérielle augmentée de façon chronique. La plupart des personnes qui présentent une hypertension artérielle ne savent pas qu'ils en sont atteints car l'évolution de l'hypertension artérielle au fil des années est sournoise. L'hypertension artérielle est la pathologie cardio-vasculaire la plus fréquente et en représente le facteur de risque le plus important.

Au regard des différentes communications, l'hypertension considérée parfois comme une maladie héréditaire est due également à l'âge avancé du patient. C'est une maladie qui atteint généralement plus les hommes que les femmes. Elle est aussi due à la « malbouffe ». Selon les statistiques de 2004, au Congo, le taux de prévalence est de 32,5 % entre 18 et 65 ans.

Signalons qu'il y a à peu près un milliard de personnes qui souffrent d'hypertension dans le monde, dont 40 % des personnes atteintes dans les pays occidentaux et 60 % dans les pays en voie de développement. D'ici 2025, l'obésité et la sédentarité croissante de la population devraient faire passer ce chiffre à 1,5 milliards de malades.

Se félicitant de l'organisation de cette journée scientifique, Sidonie Kinzonzi, directrice générale de l'Hôpital général Adolphe Sicé de Pointe-Noire a, après avoir présenté les chiffres alarmants de la maladie en 2013-2014 à A. Sicé a dit que « Près de 431 cas d'AVC ont été enregistrés entraînant près de 30 % de décès. Une prise de conscience de tous s'impose, c'est pourquoi nous soutenons l'initiative de la société médicale du Kouilou » a-t-elle dit.

En clôturant la rencontre scientifique, le Pr Donatien Moukassa, président par intérim du comité scientifique a annoncé la présentation les 23 et 24 Juillet de l'étude du projet-pilote de l'hypertension artérielle à Pointe-Noire.

Hervé Brice Mampouya

Poursuite de la campagne de protection du patrimoine national

Lancée, il y a de cela trois semaines par le directeur départemental du patrimoine et des archives de Pointe-Noire, Arnaud Judicaël Nkouka, cette campagne porte sur la vulgarisation de la loi 8 du 26 juillet 2010.

Si la première opération a consisté à aller vers les négociants de biens culturels et des opérateurs culturels, la seconde phase qui vient de démarrer consiste à mettre à la disposition des populations de Pointe-Noire des prospectus sur la loi 8-2010 du 26 juillet 2010, portant sur la protection du patrimoine national culturel et naturel.

Objectifs : sensibiliser le public et particulièrement les négociants de biens culturels et les opérateurs culturels sur l'intérêt que revêt la protection du patrimoine culturel et naturel ; informer le public, les négociants des biens culturels et les opérateurs culturels sur les structures chargées de faire respecter la réglementation relative à la sauvegarde, la promotion et la protection du patrimoine ; attirer l'attention sur les mesures à observer concernant la circulation des biens culturels et leur commerce et éventuellement sur le type de sanctions encourues en cas d'inobservation des dispositions de ladite loi.

Bruno Okokana

VIE ASSOCIATIVE

L'A.A.S.D.P.A.C et la C.R.C.C unis pour un partenariat

Une convention de partenariat entre les deux associations a été signée samedi 16 mai à la Bourse du travail de la ville océane entre Auguste Loko et Bernard Jean Baptiste Assounga, respectivement président de l'Association d'aides et de soins à domicile pour personnes âgées du Congo (A.A.S.D.P.A.C) et président du bureau exécutif de la Confédération des retraités contractuels du Congo (C.R.C.C) à Pointe-Noire et au Kouilou. Le préfet du département du Kouilou, Fidel Dimou, et plusieurs membres de ces deux associations ont participé à la cérémonie.

En effet la présente convention est conclue pour une durée de cinq ans renouvelable à compter de sa date de signature. Elle a pour objet de définir les termes de partenariat des deux associations en vue de l'amélioration des conditions de vie des retraités de la C.R.C.C dont certains sont atteints des pathologies chroniques ou sont handicapés, conformément à un projet de l'Association intitulé SEPVD (Suivi et encadrement de la personne vieillissante à domicile), et en collaboration avec des équipes cadres des circonscriptions socio-sanitaires, les chefs de Centres de santé intégrés (CSI) et les médecins chefs des hôpitaux de base des départements de Pointe-Noire et du Kouilou.

Ainsi, conformément aux dispositions de ce partenariat l'A.A.S.D.P.A.S s'engagera à participer à la promotion de la santé des retraités contractuels du Congo, telle que définit par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), notamment participer à la réalisation du diagnostic communautaire au domicile de ces retraités, faciliter leurs consultations dans les Centres de santé intégrés (CSI) et les hôpitaux de base, assurer leur accompagnement à domicile, par la conti-

nuité de soins, sur prescriptions des Centres de santé intégrés et les hôpitaux de base. Ces activités s'effectueront sur la base d'un plan d'activité présenté par l'A.A.S.D.P.A.C, validé par les deux parties et se baseront sur les soins d'infirmiers à domicile, la kinésithérapie et autres services à la personne retraitée à savoir l'entretien du logement, lavage, raccommodage, repassage du linge, préparation des repas, démarches administratives simples et autres. S'exprimant à l'occasion de cette cérémonie, Auguste Loko a rappelé l'intérêt pour l'association A.A.S.D.P.A.C d'ap-



Echange des parapheurs entre les deux présidents

porter de l'aide aux retraités de Pointe-Noire et du Kouilou avant de remercier le département du développement durable de la société Total E&P Congo pour son implication depuis 2010 aux activités de son association. Pour sa part Bernard Jean Baptiste Assounga a indiqué que les personnes retraitées en République du Congo en général, à Pointe-Noire et au Kouilou en particulier vivent une situation sociale assez difficile. «Ce partenariat va en partie combler les attentes des retraités. En dehors des retraités du secteur pétrolier, les autres sont laissés pour compte, sans assistance sanitaire, ils sont souvent victimes de divers pathologies comme l'AVC, prostate, diabète, certains sont cloués dans leurs maisons et ne reçoivent aucune visite des agents de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) » a-t-il déclaré.

Séverin Ibara

Les femmes originaires du Kouilou créent la Cofeko

La Convergence des femmes du Kouilou (Cofeko), association apolitique œuvrant pour la paix et le développement des activités génératrices de revenus en milieu féminin, a fait sa sortie officielle le 14 mai à Brazzaville.

Cofeko qui défend ardemment les valeurs de paix au plan national, vise un certain nombre de valeurs et d'objectifs fondamentaux. Il s'agit notamment d'éveiller la conscience de la femme originaire du Kouilou sur le devenir des générations futures ; d'œuvrer pour



Les femmes du Kouilou / photo Adiac

la paix nationale ainsi que de consolider les liens de fraternité et de solidarité au sein des membres. En tant qu'association exclusivement féminine, la Cofeko lutte avec dextérité, contre toutes sortes de violences faites à l'égard des femmes, tout en mettant en exergue de nouvelles stratégies en vue de développer et appuyer les activités génératrices de revenus en milieu féminin. L'une des missions essentielles dévolue à la Convergence des femmes du Kouilou, est aussi et surtout de promouvoir les valeurs de solidarité et d'union nationale au sein des femmes natives de cette partie du pays, actrices importantes dans la consolidation des valeurs de paix au niveau national.

Association à but non lucratif, la Convergence des femmes originaires du Kouilou, présidée par Lucile Ysabel Oba Sauthat, est une dynamique qui regroupe, pour une cause commune, les femmes originaires des départements du Kouilou et de Pointe-Noire. La

Association à but non lucratif, la Convergence des femmes originaires du Kouilou, présidée par Lucile Ysabel Oba Sauthat, est une dynamique qui regroupe, pour une cause commune, les femmes originaires des départements du Kouilou et de Pointe-Noire. La

Association à but non lucratif, la Convergence des femmes originaires du Kouilou, présidée par Lucile Ysabel Oba Sauthat, est une dynamique qui regroupe, pour une cause commune, les femmes originaires des départements du Kouilou et de Pointe-Noire. La

Firmin Oyé

ÉDUCATION

De nombreux établissements scolaires manquent de lieux d'aisances et de points d'eau

Ce constat a été fait par la commission d'organisation de l'état des lieux du département de Pointe-Noire, lors d'une opération de collecte de données effectuée sur la ville océane du 31 mars au 7 mai.

Après une restitution de l'état des lieux, effectuée sur différents services, publics et privés, la commission d'organisation de l'état des lieux du département de Pointe-Noire a dressé un bilan mitigé sur l'état des lieux des établissements scolaires de Pointe-Noire.

En effet, cette commission a, dans son rapport, signifié qu'il y avait encore plusieurs établissements scolaires qui manqueraient des lieux d'aisance et de points d'eaux.

Ajouter à cela, la vétusté des bâtiments, l'insuffisance des structures, l'effectifs pléthoriques des élèves, l'insuffisance du person-



École primaire Balou-Constand / crédit photos 'DR'

nel enseignant, l'insuffisance des tables-bancs et du mobilier pour les enseignants, le manque des aires de jeux dans les établissements scolaires, les enceintes scolaires non protégées et la prolifération des établissements pri-

vés et la non-conformité de ces écoles.

Interrogés sur cette question, les ponténégrins ont rappelé que le manque des latrines dans les écoles publiques demeure un problème crucial qu'il faille corriger. «

De nombreux élèves continuent à déféquer dans les herbes, derrière les classes ou encore aux abords des clôtures », ont-ils dit.

Composée entre autres des maires d'arrondissement, des conseillers départementaux, municipaux et

de chefs de quartiers, cette commission, a souhaité que les conditions d'hygiène soient améliorées dans les centres scolaires afin de réduire les risques de contamination de maladies liées à l'insalubrité et de garantir aux élèves et enseignants, un environnement de travail sain.

Il faut dire que cette commission avait la mission d'identifier les problèmes, de faire des propositions et des recommandations. Pendant près d'un mois et demi, elle a recensé plusieurs difficultés auxquelles sont confrontées les populations de Pointe-Noire. Il s'agit entre autres le manque des lieux d'aisance et de points d'eau dans les centres scolaires.

Les résultats obtenus ont été présentés le 8 mai au conseil départemental et municipal de Pointe-Noire, lors de la restitution de l'état des lieux de la ville océane.

Hugues Prosper Mabonzo



L'Afrique mise en évidence comme un marché à haut potentiel pour les entreprises technologiques à l'occasion de la Conférence sur la technologie mondiale de DHL

7 mai 2015 : DHL, le premier fournisseur logistique mondial, a tenu mois dernier à Dubaï sa 5e Conférence sur la technologie mondiale, qui s'est accompagnée d'un certain nombre de séances clés sur la manière de faire des affaires en Afrique.

Placée sous le thème « Connecting Markets, Trends & People » (Connecter les marchés, les tendances et les personnes), la conférence a accueilli quelque 300 délégués, parmi lesquels de nombreux clients de DHL appartenant à des entreprises technologiques mondiales de tout premier rang, pour un programme de trois jours composé de séances plénières et d'ateliers. Les sujets abordés portaient sur les dernières tendances, innovations et solutions qui ont une incidence sur la chaîne d'approvisionnement technologique, l'accent ayant été placé sur le Moyen-Orient et l'Afrique en tant que régions d'intérêt clés à fort potentiel de croissance.

La séance plénière intitulée « Rise of Africa » (L'essor de l'Afrique) ainsi que différents ateliers ont exploré le potentiel du continent africain et les attentes à son égard, s'accompagnant de discussions sur le meilleur moyen d'affronter les défis ainsi que les barrières commerciales existants et d'exploiter la croissance. Les porte-paroles de plusieurs entreprises africaines ainsi que d'une multinationale ont indiqué comment ils opèrent, avec succès, sur les divers marchés africains.

Dans son discours intitulé « Inspiring Africa: Capturing Chances » (Une inspiration venue d'Afrique : Saisir ses chances), Ashish Thakkar, fondateur et PDG du Groupe Mara, a fourni aux délégués présents à la conférence des informations intéressantes incitant à la réflexion. Sim Shagaya, de Konga, et Tayo Oviolu, PDG de Paga, ont plaidé pour le commerce avec l'Afrique, conseillant aux entreprises de dépasser le battage médiatique négatif et de se familiariser avec les pays africains sur place, afin d'explorer et d'exploiter l'extraordinaire potentiel existant.

Les experts prédisent une forte croissance continue du secteur technologique dans toute l'Afrique, grâce à des entrepreneurs avertis tels que MM. Shagaya et Oviolu, qui sont à l'avant-garde du commerce électronique et des paiements mobiles, et à des segments technologiques tels que les téléphones portables, dont le rythme de croissance demeure soutenu.

D'après les estimations, l'utilisation d'Internet sur les téléphones portables sera multipliée par vingt au cours des cinq prochaines années en Afrique, ce qui correspond au double du taux de croissance enregistré dans le reste du monde. Les délégués présents à la Conférence sur la technologie mondiale de DHL ont appris à connaître les préférences des consommateurs africains, qui privilégient par exemple le paiement des détaillants par téléphone portable plutôt qu'au comptant et qui témoignent d'un intérêt croissant pour les appareils mobiles à prix abordables, favorisé par le développement rapide de la classe moyenne. Des discussions ont également abordé le potentiel de l'Afrique de devenir une destination pour la fabrication de produits technologiques.

Rob Siegers, président, département de la technologie mondiale auprès de DHL, a déclaré : « Le secteur de la technologie est un secteur hautement dynamique et le rythme du changement est rapide. Nous distinguons actuellement deux tendances : d'une part la progression des nouvelles technologies, telles que l'« Internet des objets », les mégadonnées, l'informatique en nuage et d'autres tendances qui transforment les modèles d'activité au fur et à mesure que les entreprises technologiques tentent d'améliorer leurs produits en les assortissant de services ; d'autre part l'intérêt accru à exploiter la croissance des pays émergents. Alors que la croissance ralentit sur certains marchés traditionnels, les pays émergents gagnent en importance pour les



entreprises technologiques, et, aux yeux d'un grand nombre de nos clients, l'Afrique est devenue particulièrement intéressante. Lors de la conférence de cette année, nous voulions mettre les clients en relation avec des experts déjà établis avec succès en Afrique. Nos séances plénières et nos ateliers ont été conçus pour offrir un aperçu unique de la manière de faire des affaires sur le continent et pour faciliter le partage de connaissances et la mise en réseau ».

Charles Brewer, directeur général de DHL Express Afrique subsaharienne, ajoute : « Nous étions présents avec une équipe d'experts en logistique provenant d'un bout à l'autre de l'Afrique, afin de faciliter le partage de connaissances et la mise en réseau, prouvant que DHL est un partenaire fort pour le secteur technologique à travers le continent. Nous sommes présents en Afrique depuis 37 ans et nous sommes bien placés pour assister les clients dans le cadre de leurs chaînes d'approvisionnement de bout en bout et de leurs solutions logistiques sur mesure, afin de les aider à surmonter les

difficultés et à tirer parti des opportunités de croissance considérables dont regorge le continent. »

- Fin -

Contact médias :

Megan Collinicos
Responsable : Publicité et relations publiques, Afrique subsaharienne
DHL Express
Tél. : +27 21 409 3613 ; tél. portable : +27 76 411 8570
megan.collinicos@dhl.com
DHL - Le Groupe de Transport et Logistique Mondial

DHL est la première marque mondiale du secteur de la logistique. Le groupe de divisions de DHL offre un portefeuille inégalé de services logistiques, qu'il s'agisse de la livraison de paquets nationaux et internationaux, de courrier express international, du transport routier, aérien et maritime ou de la gestion de la chaîne d'approvisionnement industriel. Avec plus de 325 000 employés répartis dans plus de 220 pays et territoires à travers le monde, il met en contact les personnes et les entreprises, de manière sûre et fiable, permettant des flux commerciaux mondiaux. Avec des solutions spécialisées pour les marchés et les secteurs en croissance, dont le commerce électronique, la technologie, les sciences de la vie et les soins de santé, l'énergie, l'automobile et la vente au détail, ainsi que par son engagement prouvé en faveur de la responsabilité sociale de l'entreprise et par une présence inégalée sur les marchés en développement, DHL se positionne de manière résolue en tant que « Le groupe de transport et logistique mondial ».

DHL fait partie du groupe Deutsche Post DHL. En 2014, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 56 milliards d'euros. Pour tout complément d'information : www.dpdhl.com
Catalogue d'images disponibles : http://www.dpdhl.com/en/media_relations/media_library.html

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION ORANGE

L'AC Léopards retrouve ses esprits à Dolisie

Mahamane Cissé, Carof Bakoua et Preston Lakolo ont été le tiercé gagnant pour les Fauves du Niari. Ils ont signé, par leur efficacité devant les buts, la belle prestation de l'AC Léopards de Dolisie, 3-0, devant le club nigérian de Warri Wolves, le 17 mai au stade Denis-Sassou-N'Gusso en match aller du tour de cadrage.

Sévèrement critiqués par leur président et la presse après leur élimination en Ligue des champions Orange face à Smouha SC, les joueurs de l'AC Léopards ont répondu par le talent et le jeu, confirmant ainsi ce que leur président Rémy Ayayos Ikounga disait à la presse : « ce n'est pas le talent qui disparaît, qui soit devenu érodé ou qui s'étirole. Mais c'est l'engagement qui peut se consumer. » Pour leur troisième tour de cadrage de leur histoire, les Léopards avaient besoin de vite retrouver leurs repères pour monter en puissance après l'échec de la Ligue des champions. Dans le contenu du match, les Fauves du Niari ont fait mieux que lors de leurs deux derniers matches à domicile avant d'être récompensés au bout de l'effort.

Guelord Bhebey Ndey et ses coéquipiers n'ont pas attendu longtemps pour afficher par l'engagement et la motivation, leur rage de vaincre. Un état d'esprit qui les fuyait en Ligue des champions. Une fois les hostilités lancées, le capitaine des Fauves du Niari s'est retrouvé en première ligne dès la 3e minute. Guelord Bhebey Ndey

vole au-dessus de la défense et reprend de la tête le centre de Junior Makiessé mais n'attrape pas le cadre.

Les Léopards multiplient des attaques rapides. Et Junior Makiessé se montre très percutant sur les côtés. Il a été l'axe moteur de toutes les attaques développées par son équipe. Quand Junior Makiessé revient à son meilleur niveau, le danger peut arriver à n'importe quel moment du match. Warri Wolves n'a résisté que pendant 7 minutes. Elle a craqué la 8e minute quand Mahamane Cissé, à la conclusion d'un corner de Junior Makiessé, punissait le club nigérian de l'emplacement très exécutable de sa défense (1-0). L'international nigérian n'avait plus marqué avec les Fauves en compétition africaine depuis le match nul de 2-2 concédé par les Léopards à Kigali face au Rayon sport, lors des préliminaires de la Ligue des champions 2014.

L'addition aurait pu être très salée...

Le gardien, Daniel Akpeyi, a été le joueur de Warri Wolves qui a le plus séduit le public du stade De-



Mahamane Cissé balle aux pieds le premier à placer son équipe sur la voie du succès (Photo Adiac)

nis-Sassou-N'Gusso. Il a sauvé in extremis son équipe dans les situations bien difficiles. Il sort le grand jeu sur une autre reprise de la tête de Guelord Bhebey Ndey à la 11e minute avant que celle de Carof Bakoua à la 26e minute après un coup franc de Jean Patrick Abouna, ne le laisse sans voix (2-0). Pour sa première titularisation, le jeune défenseur de l'AC Léopards, convoqué dans la sélection des U-23, venait de justifier la confiance que Lamine Ndiaye lui a accordée.

Le même gardien va encore se montrer décisif quand Césair Gandzé déploie tous ses efforts pour redresser le centre de Bisiki à la 41e minute. De ses pieds, il détourne miraculeusement le ballon qui prenait la direction des filets. La mi-temps a été le moment choisi par le coach de Warri Wolves pour lancer ses jockers Omofoman Freedom et Semu. Les deux ont essayé d'élever le niveau de jeu du club nigérian en apportant de la percussion sur la ligne d'attaque sans pourtant être récompensés à la 60e et à la 73e minute. Dans les temps faibles de la deuxième mi-temps, les joueurs

de l'AC Léopards ont réussi à faire le dos rond pour mieux contrer les attaques de Warri Wolves.

Très inspiré, Junior Makiessé faisait admirer sa pointe de vitesse prouvant par la même occasion qu'il n'était pas seulement un bon joueur mais également un bon sprinteur. Il a pris la défense de Warri Wolves de vitesse avant d'obliger l'un des joueurs à commettre une faute sur lui dans la surface de réparation à la 76e minute. Hermann Preston Lakolo a parachevé cet exploit individuel en transformant à la 77e minute le penalty en but. Le milieu du terrain des Léopards n'avait plus connu ce bonheur depuis le match aller des préliminaires de la Ligue des champions 2013 à Dolisie face au Centre de formation de Mounana. L'addition aurait pu être très salée si Trésor Mukenga et Césair Gandzé avaient respectivement transformé chacun les occasions franches des buts qu'ils avaient obtenues.

«La qualification n'est pas encore acquise»

Trésor Mulenga fait le plus dur en éliminant le gardien mais il n'était

pas sur ses appuis pour pouvoir pousser le ballon dans les filets. Césair Gandzé s'est présenté seul devant le gardien dans le temps additionnel. Il frappe sur celui-ci. Face à Warri Wolves, le troisième club nigérian à se produire sur la pelouse du stade de Dolisie après Heartland FC et Kano Pillars, les Léopards de Dolisie ont pris une parfaite option pour intégrer les poules de la Coupe africaine de la Confédération. Les Fauves du Niari, rappelons-le, restent sur deux qualifications sur deux face aux clubs nigériens. La dernière victoire face au club nigérian remontent en avril 2013 face à Kano Pillars 3-0. Malgré ce régal, Lamine Ndiaye reste sur ses gardes. « Il faut préparer le match retour comme il se doit. Je vous disais qu'il fallait faire deux bons matches. On en a fait un aujourd'hui, il reste le match retour. La qualification n'est pas encore acquise. Nous devons travailler pour livrer une prestation de qualité au retour », a commenté le coach de l'AC Léopards après le match. Le match retour se jouera le week-end du 5 au 7 juin.

James Golden Eloué

LIGUE DES CHAMPIONS 2015

Berlin accueillera une finale inédite

Le Stade olympique de Berlin accueillera une affiche inédite, le 6 juin, en finale de la Ligue des champions : malgré leur immense passé européen, le FC Barcelone et la Juventus de Turin ne se sont jamais croisés à ce stade de la compétition. Ce qui ajoute du piment à cette opposition de styles.

Le Clasico, le match de clubs le plus regardé de la planète, n'aura pas lieu en finale de la Ligue des champions 2015, le 6 juin à Berlin. Si Barcelone avait le boulot dès le match aller face au Bayern de Munich (3-0, puis 2-3 au retour), le Real Madrid, tenant du titre, a chuté face à une Juventus de Turin, courageuse mais pas dénuée de talent.

Vainqueur à l'aller, le Barça n'a pas vraiment tremblé sur la pelouse munichoise. Le but rapide du Marocain Bénatia, à la 7e, semble annoncer les prémices d'un incroyable retournement de situation. Mais Neymar, aux 15e et 29e minutes, tue le suspens. Mais pas le spectacle, puisque Lewandowski (59e) puis Müller (74e) trouveront à nouveau le chemin des filets. Le Bayern sort la tête haute et Barcelone perd un match de Champion's pour la première fois depuis septembre dernier.

Le lendemain, le Real Madrid recevait une Vieille Dame rajeunie par l'air des sommets européens. Battu à l'aller (1-2), le champion en titre oscillait entre crispation et ambition. Malgré l'ouverture du score, sur penalty, de Cristiano Ronaldo à la 23e laisse présager un scénario favorable aux hommes de Carlo Ancelotti. Mais la Juventus fait mieux que résister et Morata, déjà buteur à l'aller, crucifie son ancien club. Le laissant en proie aux tensions et polémiques (autour du cas Bale, par exemple) qui ne feront que s'accroître si le Barça réalisait le triplé Ligue des champions-Liga-Copa.

Camille Delourme

CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DES CLUBS VAINQUEURS DE COUPE / HANDBALL

Trois clubs congolais en quarts de finale

Abo-Sport et Etoile du Congo (dames) ainsi qu'Inter club (hommes) ont obtenu leur ticket pour le second tour de la compétition bien avant la fin du premier. Retour sur leur qualification empochée de haute lutte...

Ils l'ont promis, ils l'ont réalisé. « Nous avons pour objectif de passer le premier tour... », est la phrase

qui revenait souvent dans les propos des entraîneurs, des clubs représentant le Congo. C'est bien évidemment ce qui s'est fait sur le terrain à Libreville où se dispute la 31ème édition du championnat d'Afrique des clubs vainqueurs de coupe. En dames notamment, Abo-Sport s'est classé au-dessus des adversaires qui se sont dressés sur son chemin, jusque-là. Sa première victime a été TKC du Cameroun qui n'a pas fait mieux que courber l'échine 25 à 27. Phoenix du Gabon était la deuxième formation à faire les frais de la rage de vaincre du club de Brazzaville. Abo-Sport l'a en effet emporté 28 à 27, soit un but d'écart. Autant dire que les Gabonaises, à domicile, n'ont pas démerité.

Étoile du Congo, par ailleurs, a réalisé deux victoires sur trois sorties. Les Stelliennes se sont imposées devant Saltigue du Sénégal 31 à 22. L'autre rencontre, face à Primeiro d'Angola, n'a pas été facile. Ultra favorites sur le papier, les Angolaises de Primeiro n'ont fait que confirmer les pronostics qui les donnaient victorieuses bien avant le coup d'envoi. Score final : 31 à 14. Etoile

du Congo s'est ressaisie face à FAP du Cameroun. Un match que les Stelliennes ont remporté 29 à 23.

Chez les hommes, c'est Inter club qui a fait la bonne opération malgré sa défaite 22 à 30 devant les Egyptiens d'Al Ahly. L'équipe a en effet battu, tour à tour, Fanz 22 à 21 et JSK 23 à 16. Diables noirs, par contre,



Une phase de jeu d'un match de l'Etoile du Congo crédit photo : Adiac

s'est incliné face à Espérance de Tunis, 23 à 35, de même devant FAP du Cameroun 26 à 27. L'équipe devrait tout faire pour sauver son image dans les prochaines rencontres.

Prochaine journée

Le mardi 19 mai, Etoile du Congo en découdra avec Africa Sport d'Abidjan, tandis que les dames d'Abo-Sport seront face à Héritage de la RD Congo. En hommes, Diables noirs et Scorpion vont s'expliquer alors qu'Inter club sera aux prises avec le Club Africain.

Rominique Nerplat Makaya